

200 FC

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1848 VENDREDI 18 OCTOBRE 2013

MUSIQUE**Fally Ipupa bientôt en tournée africaine**

L'artiste va entamer le « *Power tour* » et se produire dans plusieurs pays africains pour présenter son nouvel album. La tournée africaine va débiter par Abidjan où Fally Ipupa va se produire le 15 novembre. Après la capitale ivoirienne, Dicap livrera deux concerts à Malabo en Guinée Équatoriale les 14 et 15 décembre. Par la suite, il se rendra au Cameroun pour une production prévue pour le 20 décembre à Douala ainsi qu'une autre à Yaoundé le 22 décembre. Fally Ipupa se produira ensuite à Dubaï le 26 décembre avant de se rendre à Libreville pour une production le 29 décembre. D'autres spectacles, apprend-on, sont prévus au Nigéria, au Tchad, à Brazzaville et à Kinshasa.

Entre-temps, l'artiste prépare un album « *World* » qui sera produit par le label AZ, filiale d'Universal Music, la plus grande maison de production au monde.

Page 14

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION**TP Mazembe serein face au Stade Malien**

Le TP Mazembe reçoit samedi le stade Malien de Bamako en demi-finale retour de la 10^e édition de la Coupe de la Confédération. La délégation du Stade Malien est arrivée mercredi à Lubumbashi, forte de vingt-neuf personnes. Conscients de la tâche ardue qui les attend, Soumaïle Diakité et ses coéquipiers entendent mouiller le maillot afin de renverser la vapeur.

Pour ce faire, Mazembe pourrait jouer sans ses trois internationaux zambiens, à savoir Sunzu Stopila, Rainford Kalaba et Nathan Sinkala qui seraient sous le coup d'un mandat d'arrêt en Zambie. Soupçonnés d'avoir simulé des blessures pour ne pas disputer un match de préparation de leur équipe nationale en déplacement en Chine et accusés de sortie illégale du territoire zambien, ces joueurs risquent une peine de deux ans de prison à défaut d'une forte amende.

Page 14

POUR PARLERS DE KAMPALA**L'amnistie à accorder aux combattants du M23 divise**

Quelques participants en pleine séance de travail à Kampala

Le gouvernement continue, par le biais du ministre des Affaires étrangères Raymond Tshibanda, à négocier un point de chute à Kampala en attendant la prochaine évaluation des travaux sous l'égide de la Cirgl qui les a convoqués. En attendant, les discussions sur le document final proposé par la médiation achoppent sur les questions de l'amnistie et du désarmement du M23. Ce groupe armé veut une amnistie collective de ses combattants pour les faits insurrectionnels qu'on leur a reprochés alors que la délégation gouvernementale s'y oppose catégoriquement, plaidant en faveur d'une amnistie au cas par cas. Le M23 exige, par ailleurs, que les Fardc se retirent de leur nouvelle position conquise depuis lundi dernier à Kanyamahoro. Nonobstant l'appel de l'envoyée spéciale du secrétaire général des Nations unies pour les Grands lacs, Mary Robinson, exhortant les deux parties à terminer rapidement les discussions, celles-ci ont encore de beaux jours devant elles.

Page 12

TÉLÉPHONIE MOBILE**Pas d'alternative à la collaboration pour démanteler les réseaux maffieux**

Des accusations de complicité portées à l'endroit des opérateurs du secteur ne laissent d'autre choix que leur adhésion sans condition aux efforts du ministère des Postes, téléphone et nouvelles technologies pour enrayer la fraude téléphonique. La disponibilité des opérateurs à s'impliquer dans une synergie de lutte ne fait plus l'ombre d'aucun doute. Il est question, à ce stade, de réfléchir sur les mécanismes de collaboration visant à endiguer ce fléau qui prive l'État d'importantes ressources. Plusieurs autres questions continuent à être évoquées par l'État et les privés à l'image des problèmes qui se posent au niveau du réseau à Muanda, entre le bureau de la Société commerciale des postes et télécommunications et la station d'atterrissage.

Page 13



Le ministre des PT-NTIC, Kin Kiey Mulumba

HCR**L'amélioration de la protection des réfugiés au cœur du débat**

Pour aider les réfugiés à vivre tant ou peu dans de bonnes conditions, le directeur au Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés chargé de la division de la protection internationale, Volker Türk, fait de l'amélioration de la protection des réfugiés, des apatrides et des personnes déplacées internes son cheval de bataille. Selon un communiqué du HCR, Volker Türk aurait proposé des objectifs spécifiques visant à définir la nouvelle politique de l'agence pour les réfugiés dans le but de les amener à exercer l'ensemble de leurs droits fondamentaux.

Pour garantir l'efficacité de son approche, il exhorte son organisation à comprendre les besoins particuliers des réfugiés pris en tant que personnes individuelles ayant chacune un passé, des aspirations et des espoirs.

Page 13

ÉDITORIAL

Cœur

Vous ne le savez probablement pas encore, vous qui nous lisez chaque jour, mais Brazzaville sera dans une dizaine de jours la capitale africaine du cœur.

Du 4 au 9 novembre, en effet, une équipe de douze spécialistes des maladies cardio-vasculaires venue du centre hospitalier universitaire de Toulouse opérera dans les nouvelles salles du CHU de notre capitale. Conduite par le professeur Alain Deloche, qui a créé et qui préside la très réputée Chaîne de l'espoir présente dans de nombreux pays, elle préfigurera ce que sera demain le « hubb » du cœur dont les plus hautes autorités de notre pays soutiennent la création à Brazzaville.

Les Dépêches de Brazzaville, qui suivent avec attention la réalisation de ce magnifique projet, vous rendront compte bien sûr heure par heure, jour après jour, du déroulement de cette mission. Cela pour trois raisons qui se conjuguent :

1. Du fait de l'évolution de la société congolaise, les maladies cardio-vasculaires deviennent chez nous, au fil du temps, l'une des premières causes de mortalité et, à ce titre, commencent à poser un redoutable problème de santé publique auquel l'État se doit de répondre ;

2. La seule façon de combattre efficacement ces maladies est d'installer sur notre territoire les équipements qui permettront de les prévenir et de les combattre, mais aussi de former les médecins, les chirurgiens, les infirmiers, les infirmières qui conduiront cette bataille décisive ;

3. En venant opérer à Brazzaville puis en installant son futur « hubb » du cœur, la Chaîne de l'espoir fera de notre capitale l'un des pôles médicaux les plus recherchés du continent africain et, de ce fait, contribuera fortement à asseoir sa position au sein du Bassin du Congo.

Il est clair pour tout le monde qu'au premier rang des problèmes qui se posent à l'Afrique en voie d'émergence figurent la santé en général et les maladies que favorisent les conditions de la vie moderne en particulier. Mal perçus jusqu'à présent du grand public, ces problèmes vont rapidement devenir cruciaux au point que les pouvoirs publics devront leur trouver des solutions rapides et efficaces. D'où l'importance que le futur « hubb » du cœur aura demain dans la mise en place d'une politique de prévention et de gestion des maladies cardio-vasculaires.

Les Dépêches de Brazzaville

SECTEUR PÉTROLIER

Unicongo sensibilise les parlementaires aux textes fiscaux

Le 16 octobre à Brazzaville, la fédération pétrole de l'Union patronale et interprofessionnelle du Congo (UNICONGO), conduite par son président, Martice Elenga, a échangé avec les commissions Économie et Finances des deux chambres du Parlement sur les textes susceptibles de porter atteinte à l'attractivité du Congo dans le domaine pétrolier.



Les parlementaires (© DR)

La fiscalité spécifique s'avère aggravante, selon le président de ladite fédération, au point d'affecter la stabilité économique. L'objet principal de cette rencontre était d'expliquer aux parlementaires congolais la spécificité du secteur pétrolier et de leur apporter des informations concernant certaines dispositions inadaptées.

Les lois de finances antérieures, la taxe sur les externalités négatives pour l'activité minière et pétrolière ainsi que les autorisations limitées d'exercer attribuées aux sociétés intervenant dans le domaine pétrolier

sont des dispositions qui gênent l'activité, a indiqué Martice Elenga.

La fédération, qui a entamé une discussion avec les différentes administrations sur ces sujets, souhaitait également éclairer les parlementaires.

Les dispositions contenues dans les lois de finances de 2011 à 2013, ainsi que la loi de finances de 2014, qui sera examinée au cours de la session budgétaire, ont fait l'objet d'un débat.

« Ces lois trouvent des difficultés dans leur application du fait de l'existence de textes presque identiques.

Nous examinerons ces problèmes en relation avec le ministre des Finances ainsi que les administrations lors de l'examen du budget. Nous discuterons afin d'assainir le climat des affaires pour permettre au Congo de relever son niveau dans le classement Doing business. Le gouvernement et l'État congolais doivent ainsi respecter leurs engagements en matière de dispositions fiscales et douanières », a conclu le président de la commission Économie et Finances du Sénat, Nicéphore Fylla de Saint-Eudes.

Josiane Mambou Loukoul

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétaire : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodiako, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiako, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nounou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service),

Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoul

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Coordonateur : Jules Tambwe Itagali

Politique : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa

Société : Lucien Dianzenza

Sports : Martin Enyimo

Service commercial : Adrienne Londole
Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette : Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okasso

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou

Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris
Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodiako
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignat, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispaïn Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali

84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagalericongoco.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France)
38 rue Vaneau 75007 Paris
Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

LOUVENZA / KOUILOU

Les femmes édifiées sur l'importance d'une alimentation saine

Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la femme rurale, le 16 octobre, Marie-Jeanne Mpassi Steimbault a visité le groupement des femmes de Louvenza, village situé dans la sous-préfecture de Mvouti.

En rapport avec le thème national de cette commémoration mondiale : « Le rôle de la femme rurale dans la production d'une alimentation saine », Marie-Jeanne Mpassi Steimbault a édifié les membres du groupement sur le rôle et l'importance d'une alimentation saine, sans usage de produits chimiques. « Nous encourageons la femme rurale congolaise à produire parce que dans notre production il n'y a pas de produits chimiques. La femme rurale a un rôle très important, elle doit produire pour nourrir la population congolaise pour avoir une bonne santé. Car, on ne peut parler d'une population active s'il n'y a pas de production au niveau de notre pays et si nous ne consommons pas ce que nous produisons », a-t-elle assuré.

L'association des femmes de Louvenza qui compte une quarantaine de membres est créée il y a six mois. Elle a pour activité principale la production des tubercules de manioc et envisage de faire des plantations de bananiers et d'ananas.

D'après la directrice départementale, « Le choix du village dépend non seulement des moyens dont dispose notre direction et de la rotation que nous faisons chaque an-



Le don de la directrice à l'association de Louvenza. "adiac

née, mais aussi de l'intérêt d'encourager les femmes de ce village qui ont démontré leur volonté de faire. Elles avaient marché, lors de la campagne de sensibilisation de la ministre dans le département du Kouilou, 25km jusqu'au village Bilala, pour écouter son message. » Marie-Jeanne Mpassi Steimbault a, par ailleurs, fait un don aux femmes

de Louvenza, de matériel champêtre composé de houes et de machettes, pour leur production. Elle leur a également expliqué comment s'organiser mutuellement pour faciliter les travaux champêtres et même, prêter leurs services aux non adhérents. « Au nom de tous les membres de l'association nous vous remercions pour ce matériel que

nous allons utiliser rationnellement dans notre production. Vous ne serez pas déçus de l'association des femmes de Louvenza », a affirmé Claire Packa Yessa, présidente de l'association.

Notons que le village Louvenza, situé à environ 100 km de Pointe-Noire, est peuplé de plus de 400 habitants d'après les données

communiquées par le président du village, Basile Rostand Olendé. « Nous souhaitons un troisième tour du recensement parce que, quand les premiers recenseurs sont passés nous n'étions pas avertis, et donc, certains habitants étaient partis à Pointe-Noire pour se ravitailler », a-t-il noté.

Charlem Léa Legnoki

FINANCES PUBLIQUES

Fitch attribue une note de souveraineté au Congo

L'agence de notation Fitch Rating a noté B+ la République du Congo pour sa dette en monnaie locale et devise internationale. Avec ce résultat, le pays s'aligne dans la même catégorie que la Zambie, le Mozambique, le Kenya et le Ghana.

Selon le directeur associé, contacté par le magazine économique Jeune Afrique, plusieurs facteurs ont joué dans l'attribution de cette note. Il a cité la stabilité budgétaire.

À cet effet, le Congo depuis 2005 a enregistré d'importants excédents budgétaires liés aux exportations de pétrole (14% de produit intérieur brut en moyenne) ; quatrième producteur de pétrole en Afrique subsaharienne avec un PIB en 2012 équivalant à plus de 13milliards de dollars. Les réserves de devises accumulées représentent 6 mois d'importation et constituent une protection en cas de crise.

L'agence a tenu compte, entre autres, du taux d'endettement de 31% inférieur à des nombreux pays de la zone pour anticiper une stabilité sur la notation du Congo en s'attendant à une forte croissance de la production du pétrole à la suite des nouveaux investissements étrangers. Fitch rebondit sur une baisse de la dette publique à 26% du PIB en 2015 avec l'apurement des arriérés de salaires et de pensions.

Cependant l'agence de notation relève la faible gouvernance encadrant l'environnement des affaires et la gestion des finances publiques. Pour rappel, le Congo occupe la 183ème place sur 185 pays dans le classement Doing Business 2013 de la Banque mondiale.

Déjà, au début du mois courant, une autre agence de notation, Moody's a attribué la note de Ba3 aux émissions souveraines du Congo, légèrement supérieure au B+ de Fitch.

Nancy France Loutoumba

DÉSENCLAVEMENT

Les travaux de construction de la route nationale n° 5 avancent normalement

Les travaux d'aménagement de la route nationale n° 5, qui va de Madingou-Kayes à la frontière avec la République du Gabon, se réalisent à un rythme satisfaisant.

Le constat a été fait par le député Raymond Bongo Mavoungou qui vient d'effectuer, du 10 au 14 octobre, une descente parlementaire dans sa circonscription de Nzambi (Kouilou). Il a assuré aux populations que le plan d'aménagement prévoyait le bitumage de la route en rappelant également que les travaux se réalisent sur trois tronçons. Le premier va de Madingou Kayes à Nombi. Sur cette section, les travaux ont très bien avancé et la couche de latérite est étalée sur une bonne partie.

À propos du tronçon Nombi-Conkouati et Conkouati-frontière de la République du Gabon, les difficultés pour la société chargée d'effectuer les travaux sont liées aux ponts sur les rivières Nombi et Conkouati. À Nombi, le pont, dont les études de faisabilité sont avancées, augure une fin heureuse des travaux. À Conkouati, Raymond Bongo Mavoungou a

précisé que les études sont en cours pour déterminer le lieu idéal de construction du pont.

« Les travaux sont exécutés à près de 30% »

Par ailleurs, l'État a déboursé d'énormes sommes d'argent pour l'installation de deux bacs sur la Nombi et Conkouati. Mais l'entrepreneur traîne à effectuer les travaux. Pourtant, a affirmé Raymond Bongo Mavoungou, il a déjà perçu près de 90% du montant alloué pour la construction de ces deux ouvrages. « Les travaux sont exécutés à près de 30% », s'est plaint l'élu du peuple, qui a profité de l'occasion pour demander à l'État de contraindre l'entreprise à accélérer les travaux et de ne pas faire preuve de laxisme dans le décaissement des fonds.

Les populations en colère contre les éléphants

Au cours des échanges avec ses mandants, Raymond Bongo Mavoungou a retenu que leur doléance majeure concerne la dévastation des champs de manioc et d'autres produits par les élé-

phants et autres buffles. Cet état de fait, a-t-il relevé, contraint les populations à quitter le district pour se réfugier à Pointe-Noire et au Gabon voisin au point que l'on note une diminution de la population dans le district de Nzambi.

Les populations ont également rappelé que le Kouilou avait été la première expérimentation de municipalisation accélérée et que plusieurs infrastructures étaient inachevées. Le député les a assurées que le gouvernement multipliait les efforts pour l'achèvement de ces ouvrages.

Raymond Bongo Mavoungou a mis à profit cette occasion pour remettre des matériaux de construction, des tronçonneuses et autres matériels à ses mandants. En marge de sa visite, le député, également président de la fédération du Parti congolais du travail du Kouilou, a rencontré des militants pour leur expliquer que les meetings populaires organisés par la direction politique du mouvement étaient destinés à dénoncer l'ingérence de la France dans les affaires intérieures du Congo.

Roger Ngombé



BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert (AON) N°003/DRA/CS-CA/AON/13

Fourniture et installation d'équipements informatiques, bureautiques, réseaux et sécurité au siège de la BDEAC à Brazzaville, République du Congo

1. La BDEAC envisage d'acquérir sur fonds propres des équipements informatiques, bureautiques, réseaux et sécurité pour son siège social, sis à Brazzaville, République du Congo, suivant l'AAON N°003/DRA/CS-CA/AON/13

2. La BDEAC sollicite des offres sous pli fermé de la part de soumissionnaires en situation régulière, répondant aux qualifications requises, pour la fourniture desdits équipements en un lot unique non séparables, réparti en sous lots, comme suit :

SOUS LOTS	DÉNOMINATION
Sous lot 1	Ordinateurs portables et de bureaux
Sous lot 2	Équipements de réseaux et sécurité
Sous lot 3	Logiciels
Sous lot 4	Imprimantes, scanner et divers

3. La passation du Marché sera conduite par Appel d'Offres National Ouvert (ANO) conformément aux « Règles de Procédures d'Acquisition des Biens et Services pour l'usage de la Banque », tels que définis dans lesdites Règles (N.B : Dans le cas présent le terme « national » fait référence aux pays membres de la Communauté Economique et Monétaires d'Afrique Centrale (CEMAC). Les soumissionnaires éligibles de tout autre pays peuvent présenter une offre s'ils le souhaitent).

4. Les soumissionnaires en situation régulière et intéressés, peuvent obtenir des informations auprès de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse suivante : Boulevard Denis SASSOU NGUESSO (face Palais du Peuple), Brazzaville, Congo. Contacter M. Calixte KOLYARDO, Expert en Passation des Marchés, Coordonnateur Sectoriel Chargé des procédures d'acquisitions, Bureau 416, Tel : 00 242 06 652 96 73, E-mail : c.kolyardo@bdeac.org, en faisant copie à f.roumeliotis@bdeac.org, f.grandet@bdeac.org et J.TsoyeNkono@bdeac.org entre 8h 00 et 15 h 00, aux jours ouvrables.

5. Les exigences en matière de qualifications sont :

- Etre une entreprise spécialisée dans la vente et/ou l'installation de matériels informatiques et réseaux et être en règle du point de vue administratif, juridique, social et fiscal (fournir la documentation y relative : copie des statuts, quitus fiscal, certificat de non faillite....) ;
- Avoir réalisé avec succès, en tant qu'entreprise principale, au moins 3 projets de nature et de complexité similaires ou supérieures (fourniture et installation de matériels incluant réseaux et sécurité durant les trois dernières années (les attestations nécessaires sont à fournir) ;
- Disposer du personnel et d'un service après vente, tel que spécifié dans les données particulières de l'Appel d'Offres (DPAO) ;
- Présenter les garanties du fabricant.

Une marge de préférence sera octroyée aux soumissionnaires en situation régulière, installés dans les pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

6. Les soumissionnaires intéressés peuvent, sur demande écrite, acheter et retirer le Dossier d'Appel d'Offres complet rédigé en français à l'adresse suivante : BDEAC, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO (face Palais du Peuple), Brazzaville, République du Congo, Contacter M. Calixte KOLYARDO, Expert en Passation des Marchés, Coordonnateur Sectoriel Chargé des procédures d'acquisitions, Bureaux 416, Tel : Tel : 00 242 06 652 96 73, E-mail : c.kolyardo@bdeac.org, en faisant copie à en faisant copie à f.roumeliotis@bdeac.org, f.grandet@bdeac.org et J.TsoyeNkono@bdeac.org, contre un paiement non remboursable de Cent mille (100 000) FCFA, soit 152,45 Euros, en espèces à la comptabilité de la BDEAC ou par virement bancaire.

7. Les offres devront être déposées, sans mention du nom du soumissionnaire sur l'enveloppe principale, sous peine de rejet, au plus tard le 04 Novembre 2013 à 12 h précises, heure locale, à l'adresse suivante : BDEAC, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO (face Palais du Peuple), Bureau d'ordre, 5ème étage, porte 503, Brazzaville, République du Congo. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

Les offres seront ouvertes le 04 Novembre 2013 à 13 h précises, heure locale, en présence des représentants des soumissionnaires dûment mandatés, qui le souhaitent, à l'adresse suivante : BDEAC, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO (face Palais du Peuple), Salle de conférence au Rez-de-chaussée, Brazzaville, République du Congo. Les offres doivent être accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant égal à 10 000 000 FCFA, soit 15 245 Euros, sous peine de rejet.



ACAP

Hommage au général Vo Nguyễn Giap

L'Association congolaise d'amitié entre les peuples (ACAP) a organisé le 16 octobre à Brazzaville, soit quatorze jours après la disparition du général Vo Nguyễn Giap, un meeting de solidarité Afro-asiatique pour rendre hommage à ce héros décédé, début octobre, à l'âge de 102 ans.

Vital Balla, président de l'ACAP, a rappelé que « *Les héros des peuples sont immortels. Nous rendons hommage à un fils du Vietnam et un héros des peuples opprimés, un des plus grands chefs de guerre de tous les temps et du monde : le général Vo Nguyễn Giap. Nous avons été au Vietnam réunifiés après 1975 toujours par l'œuvre de celui dont nous vénérons la disparition après avoir mis en déroute l'armée coloniale française avec tous ses généraux* », a-t-il souligné.

D'après lui, au sortir de la Seconde Guerre mondiale à l'occasion de laquelle Brazzaville, capitale congolaise, a inscrit son nom dans l'histoire des peuples héroïques, le système colonial a persisté à vouloir naviguer à contre-courant dans l'histoire de libération des peuples encore op-

primés. Vital Balla a indiqué que les générations montantes devraient se souvenir des célébrités anti-colonialistes en Afrique, parmi lesquelles : Nkwamé Nkroumah, Mohamed V. Ben Bella, Émery Patrice Lumumba, Amílcar Cabral, Marien Ngouabi, Agostinho Neto, Samora Machel et Nelson Mandela.

Le nom général Giap sonne comme une gifle

Dans son évocation, le premier ambassadeur d'Afrique noire au Vietnam (1969), Claude Ernest Ndalla, qui rencontra le général Giap à maintes reprises, a rappelé que le nom Vo Nguyễn Giap claqué comme une gifle administrée à la France coloniale et à son armée. Selon lui, le général défunt avait un nom prédestiné parce qu'en langue vietnamienne, Vo signifie la force et Giap veut dire le bouclier. « *Il a eu la force de se battre pour son pays afin de servir de bouclier à son peuple. Aujourd'hui, quand nous célébrons Giap, le nom de Dien Bien Phu vient tout de suite à la mémoire parce que la bataille de Dien Bien Phu a sonné le glas du colonialisme français. Le 7*



Claude Ernest Ndalla et Vital Balla pendant la cérémonie

mai 1954, un peuple colonisé, subjugué et dominé a vaincu par les armes, son colonisateur et son dominateur », a rappelé le cofondateur de l'ACAP.

Cette date, a poursuivi Claude Ernest Ndalla, est importante puisqu'elle montre qu'un peuple déterminé à conquérir son indépendance et sa liberté est invincible ; et la bataille de Dien Bien Phu a une valeur d'exemple et d'encouragement donné au peu-

ple du monde entier à oser lutter pour vaincre. « *Le 7 mai 1954, l'armée française est vaincue à Dien Bien Phu, 10.000 prisonniers dont 2.335 officiers et sous-officiers, mais cinq mois après, soit le 1er novembre 1954, l'Algérie, sous la conduite du FNL, entame sa lutte armée qui aboutira à son indépendance en 1962. Nous saluons chaleureusement le général Vo Nguyễn Giap et nous disons*

gloire éternelle au héros des peuples assoiffés d'indépendance et de liberté qui a aussi obligé l'impérialisme américain à battre en retraite en 1975 », a-t-il témoigné.

La Francophonie va disparaître

Et Claude Ernest Ndalla de préciser que le général Giap lui disait que la bataille de Dien Bien Phu était non seulement militaire mais aussi psychologique et idéologique.

Pour conclure, Claude Ernest Ndalla a rappelé que la France avait certes colonisé les pays en Asie, en Afrique, mais que son règne triomphant et colonialiste s'était terminé à Dien Bien Phu.

« *Maintenant il y a bien sûr des soubresauts pour essayer de remettre la France-Afrique sur pied, mais on ne remonte pas le cours de l'histoire. Celle-ci continue à avancer, et tout ce qui est caduc, périmé doit disparaître et laisser la place à ce qui est nouveau. Ce qui est périmé, c'est le colonialisme et le néocolonialisme. Donc, le néocolonialisme va disparaître, avec lui la Francophonie et le reste* », a-t-il affirmé.

Parfait Wilfried Douniama

POINTE-NOIRE

Les pêcheurs se mobilisent

Idrissa Inoua, président par intérim de l'Association pour le développement des initiatives communautaires de la pêche (AICP), a expliqué aux Dépêches de Brazzaville que l'heure est venue pour la communauté des pêcheurs de reprendre en mains sa destinée car, depuis la mort de son président, en février dernier, elle peine à retrouver ses marques. Prévue pour le 26 octobre dans l'amphithéâtre de Sueco, l'assemblée annoncée procèdera à l'élection du nouveau bureau de cette association.

Prisca Condhet

DISPARITION

La presse congolaise en deuil

Bertin Boukare Diathéo, journaliste à la Nouvelle République a tiré sa révérence le 16 octobre, à l'âge de 58 ans, à Brazzaville. En effet, c'est depuis une semaine qu'il était admis à l'hôpital des armées Pierre Mobengo à la suite d'une longue maladie.

En tant que journaliste, il a commencé à Mwet, journal d'État, avant de poursuivre sa carrière à La Nouvelle République. Chef de service économique, il traitait aussi les sujets politiques et avait une maîtrise de la politique étrangère.

La rédaction des *Dépêches de Brazzaville* présente ses condoléances à la famille éprouvée.

Nancy France Loutoumbaa

Erratum

Dans notre livraison du 15 octobre, dans l'article portant sur la réhabilitation du port à passagers, nous annoncions que la société CORES Congo était adjudicataire du marché de réhabilitation du port à passagers, et que l'ensemble des travaux de réhabilitation dudit port, y compris l'enlèvement d'épaves était évalué à environ 6 milliards FCFA. La Société Cores Congo n'est adjudicataire d'aucun marché, ni de la réhabilitation du port de Brazzaville pour ce montant, ni d'enlèvement d'épaves.

COOPÉRATION CONGO-RCA

Des échanges sur la sécurité sociale

Le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Florent Ntsiba, a échangé le 17 octobre à Brazzaville, avec son homologue de la République centrafricaine, Bounandélé Koumba, sur les questions touchant le monde du travail et la sécurité sociale.



Florent Ntsiba s'entretenant avec Bounandélé Koumba

« *Les problèmes liés à la sécurité sociale pour nos deux États ont des similitudes. La République centrafricaine souhaite profiter des échanges pour s'inspirer de l'expérience congolaise. Nous envisageons dans l'avenir que nos services techniques puissent se retrouver afin de promouvoir le travail et la sécurité sociale* », a indiqué le ministre Bounandélé

Koumba. Et d'ajouter que « *la partie congolaise s'est montrée disposée à collaborer avec la République centrafricaine* ». Bounandélé Koumba a poursuivi : « *Au sujet du travail, le gouvernement centrafricain essaie de respecter la réglementation à laquelle nous sommes soumis. Le respect du dialogue est privilégié avec les centrales syndicales, et un ca-*

dre permanent est mis en place pour éviter les remous sociaux. »

Rappelons que la République centrafricaine a passé le témoin de la présidence de la Conférence interafricaine de la prévoyance sociale (Cipres) au Congo. Cette institution interafricaine est composée de treize pays représentatifs.

Fortuné Ibara

VIE ASSOCIATIVE

Congo-Brazzaville Fulbright Alumni Association se lance dans la protection de l'environnement

Créée l'an dernier par les étudiants congolais bénéficiaires du programme Fulbright dans différentes universités américaines, cette association entend lancer son projet d'assainissement, le mois prochain, à l'université Marien-Ngouabi et dans deux écoles publiques de Brazzaville.

Le programme Fulbright est sponsorisé par le Développement d'État américain. En effet, le bureau des Affaires éducatives et culturelles du Développement d'État américain encourage les étudiants ayant bénéficié de ses bourses d'études dans chaque pays à concourir pour l'Alumni Engage-

ment Innovation Fund (AEIF), organisé chaque année à Washington, DC. La jeune association congolaise, qui concourait pour la première fois cette année, a gagné ce fonds qui s'élève à près de 6 000 000 FCFA. Congo-Brazzaville Fulbright Alumni Association (CBFAA) a mis sur pied un projet consistant à placer des poubelles en vue de lutter contre l'insalubrité dans les différents établissements universitaires et scolaires. À l'université Marien-Ngouabi, le projet a ciblé les facultés des lettres et des sciences humaines, de droit, des sciences, l'École normale supérieure et l'École normale supérieure et polytechnique. Le

lycée et CEG Nganga-Édouard ainsi que le CEG Les Trois Glorieuses (Bacongo) en sont également bénéficiaires.

L'opération consiste à faire nettoyer les sites universitaires par les étudiants, à les éduquer et à les encourager à mettre les ordures ou emballages dans les poubelles au lieu de les jeter par terre. Selon le président de CBFAA, Bovid Chishiler Atouta, une compétition de propreté inter-écoles/facultés/instituts sera organisée afin de déterminer l'établissement le plus propre. « Le but est de permettre, entre autres, aux étudiants congolais d'assumer la protection de l'environnement à travers les services

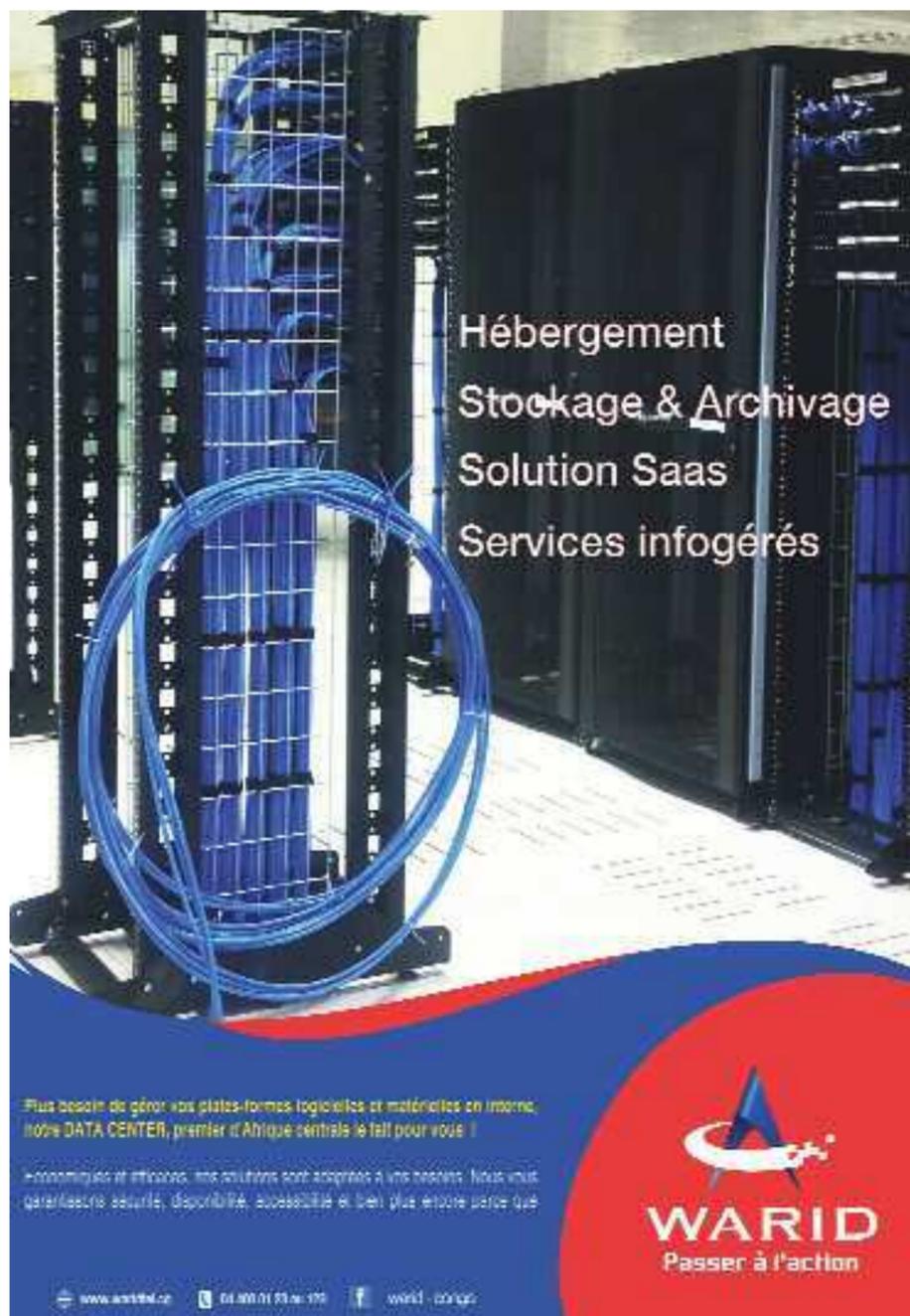
communautaires et le volontariat ; les éduquer à régulièrement nettoyer l'environnement universitaire et leur expliquer comment les étudiants américains prennent soin du leur », a-t-il précisé.

Les agents de l'université Marien-Ngouabi et des écoles publiques sélectionnées devraient, au terme du projet, a ajouté Bovid Chishiler Atouta, continuer à éduquer les étudiants et les élèves à mettre en pratique ce que la CBFAA a inculqué. « Nous évaluerons les résultats de ce projet, mais c'est aux administrateurs de l'université Marien-Ngouabi et des écoles publiques sélectionnées ainsi qu'à la mairie de s'assurer que les étu-

dants ne jettent plus jamais les emballages par terre en milieu universitaire ou scolaire, car cette pratique est irresponsable et nuisible à l'environnement et à la santé », a-t-il rappelé.

Outre le volet environnemental, le projet prévoit d'informer les étudiants sur les différentes bourses d'études américaines et le centre de documentation de l'ambassade des États-Unis d'Amérique. Rappelons qu'au niveau local, la CBFAA travaille en collaboration avec le CEG Trois Glorieuses, l'association Couleurs congolaises et l'Association congolaise pour le développement agricole.

Parfait Wilfried Douniama



Hébergement
Stockage & Archivage
Solution SaaS
Services infogérés

Plus besoin de gérer vos plates-formes logicielles et métierelles en interne, notre DATA CENTER, premier en Afrique centrale le fait pour vous !

Économiques et efficaces, nos solutions sont adaptées à vos besoins. Nous vous garantissons sécurité, disponibilité, accessibilité et bien plus encore parce que

WARID
Passer à l'action

www.warid.co
01 41 01 53 19
warid-congo



SAMSUNG

Vous voulez acheter un ordinateur portable le moins cher possible tout en ayant une garantie ?
Burotop est là pour vous !

Netbook SAMSUNG
2 Go de RAM
320 Go de disque dur
Garantie 1 an

à seulement 149.500

BUROTOP IRIS
www.burotop.com

Rendez-vous vite dans un de nos points de vente !
Offre valable jusqu'au 30 Octobre 2013

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 06 6777 888 - 06 669 60 60
POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kessal - Tel: 01 153 53 53 - 06 958 87 88

*Prix IT, paiement au comptant ne concerne pas les clients à terme, dans la limite de 1 pièce par client.



Assurances et Réassurances du Congo

40^{ème} ANNIVERSAIRE 1973 - 2013

40 ans d'Assurance d'Expérience d'Investissements dans l'économie congolaise

Soyez rassurés, vous êtes bien assurés

Assurances et Réassurances du Congo
A Brazzaville : 222 81 40 67 - A Pointe-Noire : 222 94 12 88 - Et chez tous nos agents généraux

Entreprise régie par le code CIMA

Soyons fiers de ce que nous avons bâti ensemble

Tél. : (242) 22 281 53 89 / 22 281 40 67

www.arc-congo.cg

ÉDUCATION

Des conditions d'apprentissage critiques au lycée Thomas-Sankara

La surcharge des élèves dans les classes de ce lycée, situé dans le 9e arrondissement Djiri, ne facilite pas leurs conditions de travail.

Ces élèves sont soumis à un rythme infernal. En effet, il faut être parmi les premiers à arriver dans l'établissement si l'on veut avoir une place dans la classe, au risque de prendre le cours soit debout, soit à même le sol, ou bien d'attendre la fin des cours pour recopier les leçons du jour auprès des condisciples.

En outre, l'augmentation du nombre d'élèves contraint ces derniers à partager à cinq une ta-

ble banc. Une situation qui est souvent à l'origine de bousculades et bagarres chaque matin. Du coup, certains élèves préfèrent rester dehors ou rentrer à la maison. D'après les élèves, le déficit en tables bancs à Thomas Sankara ne date pas de cette rentrée scolaire. Selon les élèves contactés, cela fait plusieurs années qu'ils se battent parfois avec leurs condisciples pour des places. D'autres vont jusqu'à transporter les tables bancs de salle en salle.

Les conditions d'apprentissage à Thomas Sankara inquiètent en tout cas sérieusement les élèves de terminale qui affronteront le

baccalauréat en fin d'année scolaire. Ces derniers se plaignent également du bruit dans les classes surchargées. Ce qui ne leur permet pas d'entendre correctement les enseignements et empêche la concentration. À noter enfin le problème de la circulation de l'enseignant dans une classe bondée.

Rappelons que cette année a été décrétée « année de l'éducation de base et de la formation qualifiante » avec un accent particulier sur la construction et l'équipement des infrastructures scolaires.

Lydie Gisèle Oko

Les enfants de troupe renouent avec l'école

L'ouverture officielle de l'année scolaire 2013-2014 de l'école militaire préparatoire Général-Leclerc s'est tenue ce jeudi 17 octobre à Brazzaville sous le patronage du chef d'état-major du commandement des écoles, le colonel Jean Libali.

Sans être exhaustive, cette manifestation s'est articulée autour de trois phases, à savoir : l'exécution de l'hymne par les enfants de troupe, la prise d'engagement des enfants de troupe par un élève de terminale et, enfin, le défilé militaire. Le commandant de l'école, Antoine Moukili, est revenu sur le circuit obligatoire pour intégrer cette école : « *Tout simplement participer à un concours à partir du CM2. Il y a un concours qui est organisé à travers toute la République et quand vous l'avez, vous rentrez à l'école. Chaque année on prend à peu près une cinquantaine d'élèves,*

toutes régions confondues. » En marge de l'événement, Denis Christel Sassou N'Guesso, ancien enfant de troupe, a remis à l'école des infrastructures rénovées. Il s'agissait de l'inauguration d'une salle d'initiation à l'informatique aménagée et entièrement équipée et d'une infirmerie dont les travaux sont presque achevés. Celle-ci comprend un laboratoire, un bureau du major, un bureau du médecin, une pharmacie et une salle de soins. Les travaux ont été exécutés par la société Tigre Hitech.

« *Je ne sais pas s'il faut parler de symbolisme, mais je dirais, pour traduire le*

geste que je viens d'accomplir aujourd'hui, qu'il y a quasiment un an, jour pour jour, le 18 octobre 2012, je m'étais rendu à l'école militaire préparatoire Général-Leclerc où j'avais pris l'engagement solennel de réhabiliter l'infirmerie et d'équiper la salle informatique. Aujourd'hui, le 17 octobre 2013, j'ai simplement lié l'acte à la parole en respectant les engagements pris », a déclaré Denis Christel Sassou N'Guesso.

Matricule 2403, Denis Christel Sassou N'Guesso est de la promotion A. Kassa-Kumba (années scolaires 1986 à 1993).

Guillaume Ondzé

DROIT DES AFFAIRES

L'OHADA se projette dans l'avenir

Le sommet annuel coïncidant avec le 20^e anniversaire de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), qui s'est tenu ce jeudi à Ouagadougou au Burkina Faso, a permis aux chefs d'État et de gouvernement présents de dresser un bilan à mi-parcours et de réfléchir sur l'avenir de l'organisation continentale.

Le thème retenu cette année était « L'OHADA, 20 ans déjà : bilan et perspectives ». Dans un communiqué de presse, l'OHADA souligne que depuis sa création, l'organisation continentale a rationalisé l'environnement juridique et judiciaire des activités économiques et a instauré un climat de confiance propice aux investissements en Afrique. Même si plusieurs défis ont été relevés, le communiqué note, par ailleurs, qu'il reste à remédier à l'insécurité juridique et judiciaire existant dans les États-parties.

Le 20^e anniversaire de l'OHADA a réuni plusieurs chefs d'État et de gouvernement dont le Béninois Thomas Yayi Boni, le Centrafricain Michel Djotodia, Faure Gnassingbé du Togo, Mamadou Issoufou du Nigeria, Ibrahim Boubacar Keita du Mali, Alassane Ouattara de Côte d'Ivoire, Denis Sassou N'Guesso du Congo et le président burkinabé, Blaise Compaoré. Plusieurs pays se sont également faits représenter par des ministres, à l'exemple de la France, de la Guinée-Bissau, du Tchad, de la République démocratique du Congo, du Gabon et du Sénégal.

Rappelant l'enjeu de ce sommet regrou-

pant les chefs d'État et de gouvernement de l'OHADA, Blaise Compaoré a déclaré : « Ce sommet traduit notre volonté de doter notre Organisation d'outils pour aborder l'avenir avec sérénité. Il est l'occasion d'imprimer de nouvelles orientations à cette grande institution dont les mérites sont reconnus au plan international. C'est l'occasion indiquée pour envisager des procédures plus souples d'harmonisation du droit. »

Signalons que le 20^e anniversaire de l'OHADA a été précédé par la 34^e réunion du Conseil des ministres des États membres et de la réunion des experts. L'OHADA a été créée le 17 octobre 1993 à Port-Louis (Maurice) par un traité révisé à Québec au Canada le 17 octobre 2008. L'objectif de cette révision du traité était de remédier à l'insécurité juridique et judiciaire existant dans les États-parties, rationaliser l'environnement juridique et judiciaire des activités économiques, instaurer un climat de confiance propice aux investissements, en vue de créer un nouveau pôle de développement en Afrique.

Tiras Andang

ENVIRONNEMENT

Les journalistes trop peu impliqués dans l'étude environnementale au Congo

Le constat a été relevé par le président de l'Association congolaise pour l'évaluation environnementale (ACEIE), Louis Bibissi, à l'ouverture ce jeudi 17 octobre, du séminaire de sensibilisation des journalistes environnementaux.

Les médias nationaux n'ont pas toutes les connaissances suffisantes pour comprendre le processus des Études d'impact environnemental et social (EIES). C'est un concept lié aux questions de développement durable qui nécessite une certaine attention aux besoins actuels et futurs. Les objectifs des EIES se situent au niveau de l'élaboration du projet en milieu rural ou pas lorsqu'ils sont susceptibles d'impacter sur l'environnement. Cette étape analytique vérifie l'incidence d'une décision sur la protection de l'environnement. À ce niveau, tout passe d'abord par un « cadrage », une

ligne de direction à l'endroit des promoteurs de projets, précisant s'il faut compenser financièrement un propriétaire terrien par exemple. En outre, les promoteurs de projets doivent passer par une consultation publique afin de tenir compte des craintes des habitants d'une localité, d'une ville ou d'un village avant d'entamer un projet de construction quelconque. Notons que près d'une vingtaine de journalistes venus de plusieurs départements ou villes participent au séminaire organisé à leur intention jusqu'au 19 octobre. Les membres du Réseau africain des journalistes environnementaux (ANEJ) de la Bouenza, de la Sangha, de Nkayi, de Pointe-Noire et de Brazzaville, poursuivent cette session afin d'aboutir à l'existence au Congo, de professionnels sur les questions de l'EIES.

Luce Jennyfer Mianzoukouta



TerraTech
Le monde de l'informatique





Acer Aspire E1-530
Intel® Processeur 1.8GHz
Ecran HD Led 15.6
2GB DDR3 Memoire
500GB Disque Dur
6-Cell Li-ion Battery



235.000 H.T



**Avenue Alphonse Fondere – Immeuble C.N.S.S
Rond Point City – Rez-Chaussée. Congo-Brazzaville
Tel: 00242 06 8813434 – 00242 053813434
Email: info@terratech-cg.com**



Connecte-toi à MTN 3G+ et découvre sa vitesse !

- Surfez encore plus rapidement.
- Découvrez plus de multimédia en Haute Définition.
- Téléchargez vos jeux et applications en grande vitesse.

Pour plus de renseignements visitez notre site www.mtncongo.net ou rejoignez-nous sur :

www.facebook.com/MTNCDNGO
[eimtn 123](https://twitter.com/eimtn)
www.youtube.com/user/MTNFanClub
www.linkedin.com/company/mtn-congo



Ce Nouveau Monde, il est pour toi.

RENCONTRE LITTÉRAIRE

L'initiation en débat à la Librairie-Galerie du Congo

La Librairie-Galerie du Congo à Paris, a présenté le 15 octobre, l'ouvrage intitulé *Initiés, bassin du Congo* (Éditions Dapper, 2013) sous la direction de Christiane Falgayrettes-Leveau, directrice du musée Dapper et co-commissaire de l'exposition éponyme visible actuellement dans ce musée. Henri Lopes, ambassadeur congolais en France et écrivain, a partagé ses connaissances sur le sujet avec Christiane Falgayrettes-Leveau. La modération était assurée par l'anthropologue Brice Ahounou. Pour Christiane Falgayrettes-Leveau, « le musée n'est pas un lieu figé mais ouvert ; un lieu d'échanges et de rencontres » où 150 objets sont actuellement exposés en lien avec l'initiation dans le Bassin du Congo. Plusieurs types d'initiations aussi bien des enfants que des adultes y ont été associés. Henri Lopes a déclaré : « L'Afrique est un jardin composé de différentes couleurs, de

différents senteurs, de différentes cultures et coutumes. » Cela correspondrait à une diversité d'initiations dans la région dont la symbolique se traduit à travers des masques en bois intervenant à la fois au début, en cours et à la fin de l'initiation, s'accompagnant toujours de la musique. Une des pièces de l'exposition que la directrice du musée Dapper a tenu à présenter est un disque placé sur la bouche de l'initié le préparant ainsi au silence. Ainsi, « lorsque vous interrogez des initiés, ils vous disent qu'ils n'ont pas le droit de vous en parler », a expliqué Henri Lopes se réduisant ainsi au secret de l'initiation. L'écrivain-diplomate faisant toutefois observer que dans la période actuelle, certains ont encore recours à l'initiation pour renforcer leur pouvoir politique. Chez les « Mwené » en effet, l'initiation permet d'accéder au pouvoir politique. Cependant, malgré les interdictions antiques de multiplier

les initiations dans différents ordres, l'initié moderne pratique souvent le syncrétisme et reçoit une double, voire une triple initiation à la fois franc-maçonnique, chrétienne et animiste. Ce phénomène peut être facilité par des parallèles entre ces initiations et les intervenants ont pointé les ressemblances entre l'initiation « Lemba » et l'initiation franc-maçonnique. À travers l'exposé d'Isaac Djoumali Sengha, puisé de son roman *Ingratitude du Caïman* (L'Harmattan, 2012), il est question de l'initiation au mariage d'une jeune fille prénommée Marguerite chez les Pygmées « Baka ». Elle est donc emmenée chez les « Nganga-kindoki », des féticheuses, pour subir deux mois d'épreuves d'initiation consistant « à faire découvrir à la jeune femme son corps et à l'entretenir avant de découvrir le sexe masculin ». L'autre initiation concerne la préparation à la grossesse, à l'accouchement



et à la période post-natale pour montrer le caractère sacré du mariage et de l'accouchement. En fait, il s'agit d'assurer le passage d'une classe à une autre, celle de l'enfance à l'adolescence et de l'adolescence à l'adulte. Le guérisseur joue un double rôle, de thérapeute et de bienfaisant, précédant la médecine. L'initiation concourt à cet effet à trois aspects : social, médical et thérapeutique sans exception du genre. L'écrivain Calixte Beyala, présente dans l'assistance, a tenu à préciser que l'initiation féminine en Afrique ne se limitait pas à préparer la femme à assurer un rôle domestique. C'est ainsi que les femmes se font également initier parfois pour briguer des postes de responsabilité, créant leur propre société secrète. Cette intégration permet une identification et une insertion dans une classe sociale. Cette exposition, s'inscrivant dans une rencontre particulière, est

une manifestation de la volonté des musées occidentaux à faire rayonner le Bassin du Congo à travers les initiations de ses peuples ; malgré son côté « occulte » pour le grand public. Les objets exposés resteront les seuls vecteurs pour permettre à chacun de faire sa propre lecture d'une initiation, étant donné qu'un initié ne dévoilera jamais son secret initiatique. La prochaine rencontre littéraire se déroulera le 22 octobre 2013. La Librairie-Galerie du Congo accueillera l'équipe de « Palabres autour des Arts » et la romancière Léonora Miano qui présentera son dernier ouvrage, *La Saison de l'ombre*. Musée Dapper 35 bis, rue Paul Valéry 75016 Paris « Initiés, Bassin du Congo » du 9 octobre 2013 au 6 juillet 2014 (tous les jours sauf le mardi et le jeudi, de 11h à 19h).

Richard Ballet

Brazzaville Cotonou
via Pointe-Noire

A partir de **211 450 FCFA TTC** Aller-retour
3 vols par semaine
Lundi, Mercredi et Vendredi

Vol	Provenance	Heure de départ	Heure d'arrivée	Destination
LC 113	Brazzaville	09:05	10:00	Pointe-Noire
LC 451	Pointe-Noire	11:30	14:15	Cotonou
LC 452	Cotonou	15:15	18:05	Pointe-Noire
LC 106	Pointe-Noire	19:40	20:35	Brazzaville

ECAir
www.flyeca.com | Relations Clients : +242 01 40 60 509 | Congo : 133 01 28 72 28 72 | France : +33 1 47 88 11 11 | info@relationsclients@flyeca.com

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE MALGACHE

Une réunion d'urgence pour régler les défaillances dans les préparatifs

Le président de la transition, Andry Rajoelina, a appelé à la tenue d'une réunion d'urgence afin de régler les défaillances dans les préparatifs de l'élection présidentielle du 25 octobre prochain, a indiqué jeudi la présidence de la transition malgache après un conseil des ministres tenu mercredi dernier.

Andry Rajoelina a demandé que le ministre de l'Intérieur, le ministre des Finances et du Budget et le ministre de la Décentralisation tiennent une réunion d'urgence à la recherche de solutions en ce qui concerne le paiement des indemnités des chefs Fokontany (quartier). En effet, certains chefs Fokontany refusent de distribuer les cartes électorales entre leurs mains, avant que leurs arriérés d'indemnités ne soient totalement payés, malgré la première tranche déjà débloquée. Andry Rajoelina a aussi suggéré la tenue d'une autre réunion d'urgence entre le Premier ministre et la présidente de la Commission électorale nationale indépendante pour la transition (CENIT), les membres du gouvernement et les représentants de l'Union européenne et des Nations unies pour trouver des solutions fiables et efficaces aux défaillances constatées sur le terrain à propos des préparatifs à l'élection. Comme carences, le conseil a évoqué le retard flagrant quant à la distribution, par la CENIT, des cartes électorales auprès de leurs titulaires dans tout le territoire national, distribution qui, à l'allure actuelle des choses, ne pourrait pas être menée entièrement à terme avant la date du scrutin du 25 octobre prochain, a-t-on mentionné. De même, le conseil a constaté la carence flagrante en matière de sensibilisation des électeurs sur l'utilisation du bulletin unique, menée par la CENIT et soutenue par les Nations unies. Près de 7,8 millions d'électeurs ont été recensés sur tout le territoire national pour 20.001 bureaux de vote. 33 candidats sont en lice pour le premier tour de l'élection présidentielle.

Xinhua



LE FAGACE : UN LEVIER DE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Économique (FAGACE) est une Institution financière internationale créée en 1977, et spécialisée dans la promotion des investissements publics et privés en Afrique.

Son siège social est basé à Cotonou en République du Bénin et sa Représentation Régionale pour l'Afrique Centrale à Douala en République du Cameroun.

Avec un capital social de 200 milliards de FCFA, Le FAGACE a pour principale mission de contribuer au développement économique et social de ses États membres en participant au financement de leurs projets ou en facilitant leur réalisation par des mécanismes tels que la garantie, le cofinancement, la bonification de taux d'intérêt, la prise de participation...

Ses interventions ont permis la mobilisation de plus de 1 500 milliards de FCFA en faveur des économies de ses États membres, faisant du FAGACE, un véritable levier de développement en Afrique.

États membres actuels au nombre de quatorze (14): le Bénin, le Burkina, le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Rwanda, le Sénégal, le Tchad et le Togo.

Aujourd'hui, Le FAGACE s'ouvre à d'autres pays, notamment ceux de l'Afrique Centrale et entend contribuer plus que jamais au financement des projets de développement dans les États de la CEMAC.

Contacts : 01 BP 2045 BP COTONOU - (BÉNIN) - Tél : (229) 21 30 03 76 / 21 30 08 77 / Fax : (229) 21 30 02 84
E-mail : courriel.fagace@le-fagace.org - Site web : www.le-fagace.org

FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE



FAGACE

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Une Organisation Internationale recherche des villas ou Duplex à louer situées de préférence dans un Rayon de 1,5 Km de la maternité Blanche Gomez.

Lesdites résidences doivent obéir aux normes et dimensions standards y compris :

- De l'espace pour générateur et pour un véhicule
- De l'espace pour une guérite de sécurité
- Une cour très grande
- Un parking auto interne et externe
- Une bache à eau
- Un mur de clôture de 3 m de hauteur
- Grille de sécurité au niveau de toutes les ouvertures (Portes et fenêtres au rez-de-chaussée).
- Une salle à manger très vaste
- Un grand salon
- Une cuisine vaste et moderne

Pour les plus amples renseignements, veuillez contacter :

L'Agent en Charge du Service Logement au numéro : 05563 33 10 / 05563 33 19

OFFRE D'EMPLOI ONG

L'ONG Initiative Développement recrute un (e) responsable administratif et financier expérimenté (e) ayant une excellente connaissance du monde rural du sud du Pool. Les candidats rigoureux et n'ayant pas peur d'un important de travail sont les bienvenus.

-Salaire net 450 000 et 550 000 francs suivant expérience + prime de caisse.

-Logement et véhicule de fonction non fournis.

Localisation du poste à Louingui, Boko, et Loumo dans le Pool. Offres d'emploi à retirer auprès de la fondation Niosi, Ex Faculté des sciences à coté du Forum des jeunes entreprises du Congo ou à la base PADEL2 à Louingui. Date limite dépôt candidatures 12 novembre 2013 à 16h.

FORMATION EN UKRAINE (EUROPE)

La société Perspectives 21^e siècle informe les parents qui désirent orienter leurs enfants pour les études en Ukraine (Europe), au titre de l'année 2013-2014, que les inscriptions se poursuivent, mais, seront bientôt closes.

A cet effet, elle vous prie de commencer les démarches administratives relatives à l'obtention du passeport auprès des autorités compétentes.

Par ailleurs, elle invite tous les candidats à prendre part aux cours préparatoires de langue russe en la Paroisse Jésus Ressuscité et de la Divine Miséricorde au Plateau des 15 ans.

Contacts :

Brazzaville : 132, rue Bangou Plateau des 15 ans. En face de l'école des garçons.

Tél. : 06 668 56 35 / 04 418 55 69 / 01 668 56 35

Pointe-Noire : En face de la radio Océan à Tchimbamba, Bâtiment n° 27.

RESTAURATION DES ŒUVRES D'ART

Jacques Iloki fait une restitution du congrès international de Moscou

Le vice-président de l'Association des peintres de l'École de peinture de Poto-Poto et restaurateurs congolais a été l'un des deux Africains représentant le continent au congrès international des restaurateurs qui a eu lieu à Moscou (Fédération de Russie). De retour à Brazzaville, il a restitué les tenants et aboutissants de ces assises en fin de semaine dernière, au Centre culturel russe (CCR).



Jacques Iloki lors de la restitution du congrès (© DR)

Restaurer les œuvres d'art, c'est réparer ce qui a été détruit. La restauration englobe les interventions d'architectes, de bijoutiers, de peintres ou des céramistes, a rappelé Jacques Iloki, lors de la restitution présidée par le directeur du CCR, Sergey Belyaev, qui a facilité sa participation au congrès qui, pour la première fois, avait été élargi aux étrangers. Huit restaurateurs étrangers ont pris part à cette rencontre, parmi lesquels des Italiens, des Belges, et deux Africains, dont un Kinois et le Brazzavillois Jacques Iloki. Au cours de cette restitution, Jacques Iloki a souhaité que les Congolais s'intéressent à la restauration des sculptures et des peintures, car elle embellit la ville, sinon le pays tout entier. « Ce pays est en train de renaître, a-t-il dit en évoquant la Russie. Et les restaurateurs russes ont beaucoup contribué à la renaissance du pays. Tout le centre-ville de Moscou a été réhabilité, même dans des quartiers reculés. Les Congolais pourraient en faire autant, si les autorités s'impliquent aussi. Pour ma part, je forme les gens à l'École de peinture de Poto-Poto à la peinture et à la sculpture, le plus souvent à la demande d'antiquaires et de conservateurs d'œuvres d'art. » Sergey Belyaev, directeur du CCR, pense lui aussi que l'expérience de la Russie en matière de restauration est impressionnante. « La restauration demande beaucoup de réflexion, beaucoup de précaution et d'investissement », a-t-il souligné. Il a rappelé les fructueux échanges avec le Congo dans le domaine culturel, ajoutant qu'il en serait toujours ainsi. Selon lui, les richesses artistiques africaines (sculptures sur bois, masques, tableaux, objets de la vie quotidienne) méritent que l'Afrique en général, et le Congo en particulier, investisse dans la restauration. « Je pense que dans ce domaine, l'Afrique a beaucoup à faire. Lors de ce congrès, on a évoqué la possibilité de faire venir sur place des restaurateurs internationaux. Mais on pense que de jeunes experts congolais peuvent recevoir la formation en Russie. Les deux voies sont possibles », a-t-il conclu.

Bruno Okokana

Faites le
"Coup Double"
 Soyez présent dans les Capitales les Plus
 Branchées d'Afrique Centrale à travers vos
 Guides Pratiques



+242 056 027 440
 +242 056 021 469
 +243 99 46 77 777
 +243 99 99 01 823
 aksanticom@gmail.com
 www.aksanticom.cd

CÉLÉBRATION

Setym international a fêté ses dix ans d'activités en RDC

L'anniversaire a coïncidé avec les vingt-cinq ans de la société sur le plan international.

Setym international a célébré, le 16 octobre, au salon Congo du Grand hôtel Kinshasa (GHK) ses dix ans d'activités en RDC. Cette célébration a été une occasion pour cette société de retracer son parcours dans le pays et de révéler ses perspectives d'avenir. « *Notre collaboration avec la RDC fête ses dix ans et nous espérons encore célébrer avec vous les dix prochaines années* », a souligné le directeur général associé de Setym, Larbi Bennouna.

Setym s'est satisfait du feedback reçu du rendement des mille cinq cents personnes déjà formées dans les différentes institutions qui les emploient en RDC et de l'ensemble de treize mille personnes formées pour les différents pays et institutions qui ont recours aux services de Setym à travers le monde. « *Notre devise est que les personnes formées soient opérationnelles au retour de leur formation. C'est ce feedback obtenue de la hiérarchie de ces structures qui me dit que j'ai atteint mon objectif* », a souligné le directeur général associé de Setym. Soulignant la mission que s'est as-



Le directeur général associé de Setym encadré par l'une des cadres de cette firme et l'ambassadeur Jean-Carol Pelletier

signée cette société, celle de contribuer à la réussite de la gestion des projets et des institutions publiques, son directeur général associé a noté le dévouement de l'équipe Setym dans l'accomplissement de cette mission, en remplissant les différentes tâches qu'on lui a dévolues.

Un parcours élogieux

Les dix ans de cette firme en RDC ont été l'occasion pour les institutions congolaises, du gouvernement aux sociétés publiques, de reconnaître la valeur de Setym international et son apport dans le développement du pays. Dans les témoignages, l'ambassadeur du

Canada en RDC, Jean-Carol Pelletier, a reconnu la valeur de cette firme. « *Setym occupe une place de choix dans la formation et le renforcement des capacités des cadres en RDC. En dix ans, la firme a su se distinguer en proposant un large éventail de services et a réussi à se faire une réputation enviable dans le domaine de la formation. Ses dix ans lui ont valu une clientèle aussi exigeante que fidèle* », a souligné le diplomate canadien. Alors que pour le conseiller du gouverneur de la Banque centrale congolaise, Bagalwa Muhula, Setym reste parmi les prestigieuses institutions qui accompagnent

cette banque. « *Son implication a permis aux cadres et agents de maîtriser plusieurs matières pour le bon fonctionnement et la bonne gestion de notre institution* », a-t-il reconnu. L'administrateur directeur adjoint de la Snél, Célestine Mukalay, a noté que cette société est satisfaite de l'évaluation du partenariat entre elle et Setym parce que cela lui a permis d'atteindre ses objectifs. Cet avis a également été partagé par le directeur technique du BCCO, Gaspard Kabongo, et le directeur en charge des infrastructures au ministère du Plan, John Kukululu.

Pour marquer ce parcours, une

reconnaissance honorifique a été attribuée aux personnalités et institutions congolaises qui ont marqué les dix années de partenariat entre Setym et la RDC. Dans cette optique, des certificats honorifiques individuels ont été décernés aux formés les plus méritant alors que des certificats honorifiques collectifs ont été donnés aux institutions qui ont envoyé plus de cent personnes en formation.

Une volonté de continuer

Cette firme spécialiste en renforcement des capacités tourne sur quatre axes dont la gestion de projet, la gouvernance publique, la passation des marchés, le développement durable. Dans l'optique d'aller de l'avant, le programme 2014 prévoit une trentaine de formations, qui totalise cinquante et deux offres de formations.

Pour mieux fêter les dix ans de Setym en RDC, un tirage au sort a été fait parmi les participants à la célébration du GHK. Setym a pris en charge la formation complète, au choix, de trois gagnants qui seront formés au Canada, aux USA et au Maroc.

Lucien Dianzenza

RUSSIE

Des prix Nobels de la paix interpellent Vladimir Poutine au sujet des 30 membres de l'Arctique

Ces personnalités appellent le président russe à faire tout ce qui est en son pouvoir pour que les charges disproportionnées retenues contre les détenus soient abandonnées et qu'ils soient traités dans le respect de la législation russe et du droit international.

Onze lauréats du prix Nobel de la paix, dont l'archevêque Desmond Tutu, ont écrit une lettre commune au président russe, Vladimir Poutine, pour témoigner leur soutien aux membres de l'équipage de l'Arctic Sunrise. Les vingt-huit militants de Greenpeace International, un photographe et un caméraman freelance sont actuellement détenus à Mourmansk et inculpés de piraterie.

Dans cette lettre, les lauréats de la prestigieuse récompense appellent le président Poutine à faire tout ce qui est en son pouvoir pour que les charges disproportionnées retenues contre les trente membres d'équipage soient abandonnées et qu'ils soient traités dans le respect de la législation russe et du droit international.

Décrivant l'Arctique comme un « *trésor précieux pour l'humanité* », les signataires soutiennent les efforts réalisés pour protéger le pôle nord contre la voracité de l'industrie pétrolière et les dérèglements climatiques. « *L'exploitation du pétrole de l'Arctique est une entreprise dangereuse et à haut risque. Une*

marée noire dans ces eaux gelées aurait des conséquences catastrophiques pour cette région dont la beauté unique a jusqu'ici été préservée », ont-ils écrit dans la lettre. Pour ces personnalités, en effet, les répercussions à long terme pour les populations qui habitent la région ainsi que pour des espèces déjà vulnérables, seraient désastreuses. « *Le risque d'une telle catastrophe est omniprésent, et l'industrie pétrolière n'y est pas suffisamment préparée. Il faut également considérer l'impact de l'exploitation du pétrole de l'Arctique sur le climat. Que ce soit dans l'Arctique ou sur le reste de la planète, les changements climatiques sont une menace pour l'humanité toute entière. Cependant, ce sont les plus vulnérables qui paient le prix de l'incapacité à agir des pays industrialisés* », ont-elles avisé.

On rappelle que les vingt-huit militants Greenpeace et les deux journalistes qui les accompagnaient à bord de l'Arctic Sunrise ont été arrêtés après avoir mené, le 18 septembre, une action pacifique contre la plate-forme pétrolière Prirazlomnaya. Ils ont été inculpés de piraterie et encourent jusqu'à quinze ans de prison. Ils sont actuellement détenus à Mourmansk, dans le nord de la Russie.

Le président Poutine a lui-même reconnu que les trente membres

n'étaient « *manifestement pas des pirates* ».

Une campagne menée à travers le monde

La campagne pour leur libération est soutenue par plus d'un million de personnes à travers le monde. À l'occasion d'une journée internationale de soutien, deux cent cinquante manifestations se sont tenues dans quarante-neuf pays différents. Par ailleurs, la Fédération internationale des journalistes et la Fédération européenne des journalistes ont exigé la libération des deux reporters freelance qui figurent parmi les détenus. Parmi les signataires de la lettre, il y a l'archevêque Desmond Tutu (Afrique du Sud), Betty Williams, militante pour la paix en Irlande du Nord, Oscar Arias Sánchez, ancien président du Costa Rica, Jody Williams, militante pour la paix aux États-Unis, Leymah Gbowee, militante pour la paix au Libéria, Tawakkol Karman, militante pour la paix au Yémen, Rigoberta Menchu Tum, militante pour les droits des peuples autochtones au Guatemala, Mairead Maguire, militante pour la paix en Irlande du Nord, Shirin Ebadi, avocate et ancienne juge iranienne, José Ramos Horta, ancien président du Timor Leste ainsi qu'Adolfo Pérez Esquivel, artiste et défenseur des droits humains en Argentine.

L.D.

POURPARLERS DE KAMPALA

L'amnistie à accorder aux combattants du M23 divise

Le groupe armé veut une amnistie collective de ses combattants pour les faits insurrectionnels qu'on leur a reprochés alors que la délégation gouvernementale s'y oppose catégoriquement.

Décidément, on n'est pas encore sortit de l'auberge à Kampala où les pourparlers repris depuis le 10 septembre dernier sur recommandation des chefs d'État de la Conférence internationale sur la région des Grands lacs (Cirgl) semblent s'embourber. Les quatorze jours prescrits impartis pour ce deuxième round des travaux sont largement dépassés au point que l'on se demande à quoi servent finalement ces assises supportées par le Trésor public congolais.

Le gouvernement continue, par le biais du ministre des affaires étrangères Raymond Tshibanda, à négocier un point de chute à Kampala en attendant la prochaine évaluation des travaux sous l'égide de la Cirgl qui les a convoqués. En attendant, les discussions sur le document final proposé par la médiation achoppent sur les questions de l'amnistie et du désarmement du M23. Ce groupe armé veut une amnistie collective de ses combattants pour les faits insurrectionnels qu'on leur a reprochés alors que la délégation gouvernementale s'y oppose catégoriquement, plaidant en faveur d'une amnistie au cas par cas. Le M23 exige, par ailleurs, que les Fardc se retirent de leur nouvelle position conquise depuis lundi dernier à Kanyamahoro.

Le dialogue des sourds s'est installé inexorablement entre les deux parties. Difficile dans ces conditions de parvenir à un consensus. Le gouvernement qui avait déjà transmis à la facilitation une liste d'une centaine des membres du M23 exclus de toute intégration dans les Fardc, n'entend pas fléchir sur sa position. Il n'y aura pas d'amnistie collective. Aussi curieux que cela puisse paraître, les rebelles du M23 qui, en aparté, semblent relativiser cette question la relevant au rang des sujets subsidiaires, n'arrêtent d'en faire un problème.

Nonobstant l'appel de l'envoyée spéciale du secrétaire général des Nations unies pour les Grands lacs, Mary Robinson, exhortant les deux parties à terminer rapidement les discussions, celles-ci ont encore de beaux jours devant elles. Le document de synthèse intégrant les vues de deux parties est loin de recueillir l'assentiment du gouvernement et du M23. Le blocage est patent. Visiblement, Kinshasa paraît être arrivé au bout de sa bonne foi en donnant tout ce qu'il était possible de donner sans sacrifier l'existence même de la RDC, comme l'avait déclaré récemment Lambert Mende au détour d'un point de presse.

Alain Diasso

MINISTÈRE DU PLAN

Les membres des groupes thématiques réfléchissent sur le recadrage de leurs activités

L'objectif de l'atelier est de faire connaître à ces experts les principes-clés de l'organisation et fonctionnement ainsi que des nouvelles exigences de cadres de concertation.

Une soixantaine d'experts des groupes thématiques sectoriels participent depuis le 16 octobre, pour sept jours, à un atelier de recadrage de leurs activités en vue de dégager une compréhension univoque. Aussi vont-ils relancer leurs activités en tenant compte du nouveau cadre opérationnel adopté depuis le mois de mai, au cours d'une réunion de haut niveau. Organisé par le ministère du Plan et suivi de la mise en œuvre de la révolution de la modernité, par le biais de la coordination nationale du secrétariat d'appui aux groupes thématiques sectoriels, cet atelier permettra également aux membres des groupes thématiques de connaître le niveau d'organisation et de fonctionnement de leurs groupes thématiques ainsi que la préparation et la validation des activités pour l'année 2014. Procédant à l'ouverture des travaux, le vice-ministre du Plan et suivi de la mise en œuvre de la révolution de la modernité, Sadock Biganza, a encouragé les participants à accorder un intérêt particulier aux travaux en vue de conférer aux groupes thématiques l'efficacité nécessaire pour des réponses appropriées aux grands défis de développement de la RDC. Le vice-ministre Sadock Biganza les a également appelé à s'approprier le nouveau cadre opérationnel ainsi que ses principales innovations dont la réduction de nombre des groupes thématiques de vingt à quinze. Pour lui, cet atelier fait suite au consensus dégagé par toutes les parties prenantes au développement de la RDC. Il s'agit de la validation du nouveau cadre opérationnel des groupes thématiques sectoriels destiné à circonscrire la mission, les objectifs, le mode d'organisation et de fonctionnement ainsi que des résultats attendus des groupes thématiques sectoriels. Cependant, le vice-ministre du Plan a reconnu que la mise en œuvre de ce nouveau cadre opérationnel montre que les résultats attendus sont loin d'être réalisés et l'efficacité recherchée n'est pas au rendez-vous. Profitant de l'occasion, il a exhorté les participants à s'approprier le nouveau cadre de référence et les outils de gestion.

Gypsie Oïssa Tambwe

TÉLÉPHONIE MOBILE

Pas d'alternative à la collaboration pour démanteler les réseaux maffieux

Les lourdes accusations de complicité portées à l'endroit des opérateurs du secteur ne laissent d'autre choix que leur adhésion sans condition aux efforts du ministère des Postes, téléphone et nouvelles technologies (PTNTIC) pour enrayer la fraude téléphonique.

En début de semaine, un haut responsable africain du premier opérateur mobile en nombre d'abonnés, Airtel, a rencontré le ministre Kin-Kiey Mulumba pour s'enquérir de la situation après la découverte et le démantèlement de deux sites. Ensemble, ils ont réfléchi sur les mécanismes de collaboration pour mettre un terme à ces pratiques qualifiées de criminelles par le patron des télécoms, pour la simple raison qu'elles sont en train de saigner l'économie nationale, et porter un grave discrédit aux opérateurs de téléphonie mobile.

En effet, Kin-Kiey n'est pas allé par quatre chemins en parlant d'un manque à gagner qui coûte à l'État congolais des milliards de francs congolais. Aussi cette visite vient-elle réaffirmer la disponibilité des opérateurs du secteur. Certainement, d'autres sociétés lui emboîteront le pas pour aller vite sur cette question qui constitue déjà une épine dans les relations déjà difficiles entre les deux partenaires. À plusieurs reprises, le ministre est monté sur ses grands chevaux pour dénoncer le peu de fiabilité des chiffres dans ce secteur et de l'argent perdu pour l'État.

Plusieurs autres questions continuent actuellement à être évoquées par l'État et les privés. Il y a, par exemple, les problèmes de réseau à Muanda, entre le bureau de la Société commerciale des postes et télécommunications et la station d'atterrissage. Des solutions à ces problèmes seraient déjà sur le point d'être trouvées, a-t-on appris. Pour le reste, la ligne Muanda-Kinshasa se porterait bien, à en croire le ministère.

Enfin, l'on a annoncé le début d'ici la fin de 2013 des consultations pour l'octroi de la licence de quatrième génération. Une nouvelle d'ailleurs commentée abondamment, au regard des résultats mitigés de l'application de la 3G par les opérateurs. Cette étape serait davantage facilitée par l'adoption de la fibre optique, car celle-ci ouvre la voie à la connexion à très haut débit. Désormais la concurrence permet d'accélérer la modernisation du secteur et pas étonnant que l'on parle déjà de la 4G. Selon certains analystes, les opérateurs des télécoms s'y étaient rapprochés, à travers la 3.75G.

Laurent Essolomwa

HCR

Plaidoyer pour l'amélioration de la protection des réfugiés

Les différents conflits armés et les catastrophes naturelles ont jeté des milliers de personnes dans la rue. Obligés d'abandonner leurs pays ou territoires pour trouver asile ailleurs, ces réfugiés et déplacés ne vivent pas toujours dans les bonnes conditions et leurs droits ne sont pas respectés.

Pour aider ces personnes à vivre tant soi peu dans de bonnes conditions, le directeur au Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) chargé de la division de la protection internationale, Volker Türk, plaide pour l'amélioration de la protection des réfugiés, des apatrides et des personnes déplacées internes « pour assurer qu'ils puissent exercer l'ensemble de leurs droits fondamentaux ».

Volker Türk a proposé des objectifs spécifiques lors d'une importante dé-

claration, indique un communiqué de l'agence pour les réfugiés. La protection est la principale responsabilité de l'organisation.

La protection des personnes doit sous-tendre chaque aspect du travail du HCR, a-t-il déclaré, depuis les services d'éducation jusqu'à assurer que les camps de réfugiés soient situés hors des régions frontalières instables et conçus de façon à ce que les femmes ne soient pas confrontées à emprunter des itinéraires dangereux pour collecter l'eau.

Pour être efficaces, renchérit-il, nous devons comprendre leurs besoins particuliers, non en tant que groupes homogènes mais plutôt en tant que personnes individuelles ayant chacune un passé, des aspirations et des espoirs. Le

HCR met en œuvre cette approche via des politiques visant à améliorer la protection des enfants, à prévenir la violence sexuelle à l'encontre des femmes ainsi qu'à accroître l'éducation.

À en entendre Volker Türk, le principal objectif de notre travail pour protéger et assister les réfugiés, ainsi que les personnes déplacées internes, est de trouver une solution à leur sort. « Ceci inclut le retour des réfugiés dans leur pays d'origine quand il est sûr – c'est ce qu'ils souhaitent le plus ardemment – ainsi que d'autres façons de faire cesser leur statut de réfugié comme l'intégration locale dans le pays hôte ou la réinstallation des réfugiés dans des pays tiers », a-t-il expliqué.

Aline Nzuzi

RDC

L'Union européenne soutient l'amélioration des soins de santé

L'Union européenne est l'une des bailleurs de fonds qui appuient le gouvernement congolais dans divers domaines.

Dans le secteur de la santé par exemple, l'Union européenne œuvre pour l'amélioration de l'accès des Congolais aux soins de santé. Ce partenariat de longue date vient une fois de plus d'être renforcé avec le ministère de la Santé publique.

Au cours d'une audience que le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, a accordé à l'ambassadeur de l'Union européenne, Jean Michel Dumont, cette question a une fois de plus été au centre de l'entretien. L'Union européenne, explique l'ambassadeur Jean Michel Dumont,

tient à continuer et à pérenniser sa politique en matière de santé en RDC.

« Nous sommes en train de préparer le programme 2014-2020. Nous avons discuté avec le ministre de la Santé publique des grandes orientations pour les sept années à venir qui seront focalisées sur la continuation et la pérennisation des politiques qui ont été déjà mises en œuvre au cours de ces dernières années. Nous avons déjà réussi à pérenniser l'accès aux soins de santé pour cinq millions de Congolais dans les provinces du Kasai-occidental, le Kivu et la province orientale ».

Tout en soulignant que l'Union européenne ne restera pas éternellement en RDC, l'Ambassadeur Jean Michel Dumont appelle le ministère de la

Santé publique à commencer à prendre petit à petit le relais. Pour ce faire, il demande au gouvernement d'augmenter le budget accordé au ministère de la Santé publique et au ministère de l'éducation. « Nous voyons que la gestion s'améliore, nous avons également un taux d'exécution budgétaire qui s'améliore, il importe maintenant que le ministère de Santé publique et celui de l'éducation puissent bénéficier des moyens budgétaires dont ils ont besoin parce que le Congo est riche, il ya beaucoup de disponibilités, je pense donc qu'on peut augmenter les recettes fiscales de façon très sensible », a indiqué le ministre

A.Nz.

FOOTBALL

L'entraîneur Médard Lusadusu revient d'une formation en Europe

Actuel entraîneur du Daring Club Motema Pembe (DCMP) de Kinshasa, Médard Lusadusu Basilua a pris part, du 7 au 14 octobre en Europe, à un stage d'entraînement et d'information. Il s'était rendu d'abord à Nuremberg en Allemagne, avant de passer par Brest en France.

Pendant une semaine, Médard Lusadusu a assisté à des séances de formation sur des thématiques précises, notamment « Organisation de la journée de l'entraîneur professionnel », « Le programme de la semaine d'une équipe professionnelle » (séance vidéo), « La gestion des stars » et « Concept méthodologique ». Lors des entretiens techniques, apprend-on, Médard Lusadusu a échangé avec le recruteur de l'équipe de FC Nuremberg sur la politique du recrutement du club et de la vision du club sur la possibilité d'intégration des joueurs étrangers.

Le technicien congolais a également abordé, avec le préparateur physique de ce club allemand évoluant en Bundesliga et des équipes natio-



Le coach Médard Lusadusu lors de son séjour en Europe

nales des jeunes, sur le programme et les contenus des entraînements, fait-on savoir. La philosophie du club, la politique de recrutement, le profil des joueurs et des entraîneurs, le système de formation sport-étude, la

mentalité des joueurs et le partenariat interne et externe sont d'autres sujets qui étaient au menu de la rencontre de l'entraîneur Lusadusu avec le directeur sportif de Nuremberg.

Le DCMP sans président...

Médard Lusadusu est rentré donc à Kinshasa et a aussitôt rejoint le Daring Club Motema Pembe à Brazzaville où l'équipe est au vert avant le démarrage du championnat national de football prévu pour le 27 octobre. En fait, l'entraîneur retrouve son équipe sans le président de coordination, Jean-Max Mayaka, qui a récemment démissionné après une cacophonie à la coordination du club. Il a été suspendu par le comité élargi de coordination. Connaissant bien la maison DCMP qu'il a eu à entraîner par le passé, le coach doit faire abstraction de cette atmosphère à la tête du club et garantir un climat sain dans son groupe à quelques jours du début de la Division 1.

Martin Enyimo

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION

Mazembe serein contre Stade Malien en demi-finale retour

Le TP Mazembe reçoit, le 19 octobre, au stade TP Mazembe de la commune de Kamalondo à Lubumbashi le stade Malien de Bamako en demi-finale retour de la 10^e édition de la Coupe de la Confédération.

Au match aller au stade Modibo de Bamako, les Corbeaux du Katanga s'étaient imposés par deux buts à un, validant virtuellement leur ticket pour la finale de cette compétition. C'est en toute sérénité que Mazembe accueille le club de Bamako, qui sans doute va tout faire pour compliquer la tâche aux Corbeaux à domicile. Et c'est le mercredi 16 octobre 2013 que la délégation du Stade Malien est à Lubumbashi, forte de vingt-neuf personnes. Le club devrait s'entraîner au stade TP Mazembe le 17 octobre. Selon le capitaine de Stade Malien Soumaïle Diakité, indique le site web de Mazembe, ils sont conscients de la tâche ardue qui les attend ce samedi mais que ses coéquipiers sont décidés à



Vue du match aller Stade Malien contre Mazembe à Bamako

mouiller les maillots pour renverser la vapeur.

Situation compliquée de Sunzu, Kalaba et Sinka

Mazembe pourrait jouer sans ses trois internationaux zambiens Sunzu Stopila, Rainford Kalaba et Nathan Sinkala qui seraient sous le coup d'un mandat d'arrêt en Zambie. Ces joueurs ne sont pas partis pour la Chine où la Zambie a

été battue par le Brésil (0-2). Les trois joueurs étaient blessés. Mais ils s'étaient rendus en Zambie pour être examinés par le médecin de l'équipe nationale de la Zambie afin d'établir leur indisponibilité. Le site web du TPM fait savoir : « À leur arrivée en terre zambienne, les trois joueurs ont eu la surprise de constater que le médecin fédéral, le docteur Mwila Lupasha du

University Teaching Hospital, était bien présent mais sans être autorisé à les examiner. Il leur a ensuite été expliqué qu'ils devaient se rendre en Chine (le président Kalusha de la Fédération zambienne de football l'avait exigé par téléphone) pour que ce soit le médecin accompagnant la délégation qui constate le bien-fondé de leur indisponibilité. On leur

imposait donc un voyage de 14 heures pour se faire examiner au lieu de permettre au médecin désigné à Lusaka d'établir son diagnostic. Enfin, les préposés au service d'immigration les ont informés qu'ils ne pouvaient quitter le territoire qu'à bord d'un vol les transportant en Chine et nulle part ailleurs. Ceci sur ordre, semble-t-il, du Ministre des Sports ». Du côté zambien, on déclare que les trois joueurs, soupçonnés d'avoir simulé une blessure, sont rentrés en RDC sans leurs passeports confisqués par l'encadrement de l'équipe nationale zambienne. Ils ont donc été accusés de sortie illégale du territoire zambien et risquent une peine de deux ans de prison ou une amende. Les Corbeaux du Katanga pourraient ainsi se priver de ces trois joueurs qui étaient déjà à l'infirmerie avant leur départ pour la Zambie. Mais l'essentiel sera certainement de préserver l'avance du match aller à Bamako.

Martin Enyimo

MUSIQUE

Fally Ipupa bientôt en tournée africaine

L'artiste va entamer le « Power tour » et se produire dans plusieurs pays africains pour présenter son nouvel album.

La tournée africaine va débuter par Abidjan où Fally Ipupa va se produire le 15 novembre. Après la capitale ivoirienne, Dicap livrera deux concerts à Malabo en Guinée Équatoriale les 14 et 15 décembre. Par la suite, il se rendra au Cameroun pour une production prévue le 20 décembre à Douala ainsi qu'une autre à Yaoundé le 22 décembre. Fally Ipupa se produira ensuite à Dubaï le 26 décembre avant de se rendre à Libreville pour une production le 29 décembre. D'autres spectacles, apprend-on, sont prévus au Nigéria, au Tchad, à Brazzaville et à Kinshasa.

Notons Fally Ipupa s'est récemment produit au Palais omnisport de Bercy sur invitation de l'artiste sénégalais Youssou Ndour qui faisait son grand retour sur la scène. Les deux artistes avaient organisé des séances de répétition à Paris en prélude à ce grand spectacle. L'album Power a été mis sur le marché depuis le 5 avril dernier. Des chansons comme



Fally Ipupa sur le podium de Bercy lors du concert de Youssou Ndour

«Service», «Amour assassin», «Nourrisson» ou encore «Anissa» ont rencontré un grand succès auprès du public.

Fally Ipupa est également en train de préparer un album «World» qui sera produit par le label AZ, filiale d'Universal Music, la plus grande maison de production au monde. Dans cet opus en préparation, Dicap

sera en duo avec de nombreuses stars américaines, notamment Robert Kelly et la chanteuse Eve.

Fally a réalisé un duo avec une autre chanteuse de l'écurie AZ, à savoir Pauline Maserati. Les deux artistes ont collaboré sur la chanson «C'est juste toi et moi».

Patrick Kianimi

AGRICULTURE

Jean-Chrysostome Vahamwiti exhorte les Congolais à cultiver la terre

L'appel a été lancé, le 16 octobre, à Kinshasa lors de la cérémonie commémorant la Journée mondiale de l'alimentation, en présence des représentants de la FAO et du PAM.

Placée sur le thème « Des systèmes alimentaires durables au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition », la journée mondiale de l'alimentation a été célébrée avec faste à Kinshasa, dans le site agricole de la Tshuenge où les organisations paysannes ont reçu des intrants agricoles et des semences améliorées. Profitant de l'occasion, le ministre de l'Agriculture et développement rural, Jean-Chrysostome Vahamwiti, a exhorté la population congolaise à se donner à l'agriculture afin de lutter contre la malnutrition et ainsi assurer une bonne nutrition à l'ensemble de la population. Aussi invite-t-il la population à réfléchir sur les systèmes agricoles pouvant permettre une production alimentaire durable dans le but de faire de la RDC un grenier agricole et lutter ainsi contre la faim qui sévit dans le pays. Son souhait le plus ardent est d'instaurer un service agricole obligatoire en RDC afin de permettre à tout Congolais de devenir maître de son destin, étant que la RDC fait face à de nombreux défis. Jusqu'à ce jour, 11% d'enfants congolais souffrent de la malnutrition aiguë, 43% souffrent de la malnutrition chronique et 19% de Congolais font face à la sous-alimentation. Pour parvenir à éliminer progressivement la faim et améliorer l'alimentation des

Congolais, le ministre a annoncé l'organisation prochaine d'un business meeting à Kinshasa pour financer le Programme national d'investissement agricole. Une rencontre qui mettra ensemble les investisseurs nationaux et étrangers, les banquiers, les organisations paysannes ainsi que les décideurs nationaux et provinciaux pour aboutir à la mobilisation des ressources financières au profit du secteur agricole congolais. Faudra-t-il rappeler que dans le cadre de la campagne agricole 2011-2012, le gouvernement a déjà décaissé près de quinze millions de dollars américains pour relancer la production vivrière dans toutes les provinces du pays. Le programme agricole 2012-2016 du gouvernement a donc l'ambition de consolider le taux de croissance annuel de façon durable. L'objectif est de hisser la RDC au rang des pays à revenu intermédiaire dans un délai raisonnable et de préparer les conditions pour l'émergence du pays à l'horizon 2030 par la relance et le développement des secteurs économiques-clés dont l'agriculture.

La politique agricole de la RDC, faut-il rappeler, est contenu dans le Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté, lequel repose sur quatre piliers dont le deuxième met l'accent sur les politiques des infrastructures de soutien aux activités de production tandis que le quatrième est axé sur la valorisation du capital naturel du pays.

Gypsie Oïssa Tambwe

COOPÉRATION CULTURELLE

Rapprochement entre le Ballet Moyimomé Ngobila du Congo et les groupes nigériens

Princess Victoria Jolaade Bosede Onipede, ambassadrice du Nigéria, l'a révélé lors de l'audience qu'elle a accordée aux membres de ce ballet le 14 octobre à Brazzaville.

Les membres du Ballet Moyimomé Ngobila (signifie : la propriété de Ngobila) conduits par leur président Jean Guillaume Eyongo, sont allés remercier l'ambassadrice du Nigéria au Congo, Princess Victoria Jolaade Bosede Onipede, pour leur avoir permis d'exprimer leur talent à l'occasion de la célébration du cinquante-troisième anniversaire du Nigéria.

Pour Jean Guillaume Eyongo, l'intérêt de cette rencontre est capital d'autant plus que le Nigéria est un pays de culture tout comme le Congo. « Pour nous c'est déjà une bonne coopération entre les deux pays. Ils ont découvert la danse moye du district de Makotimpoko d'une manière particulière, mais en général c'est la danse du



La photo de famille des artistes du Ballet Moyimomé Ngobila

Congo. Cette culture riche a permis aujourd'hui de nouer le contact avec le Nigéria en développant la coopération culturelle. Comme l'ambassadrice nous en a donné l'opportunité,

nous allons voir concrètement comment développer cette coopération entre les deux pays sur le plan culturel », a déclaré Jean Guillaume Eyongo.

En effet, Princess Victoria Jo-

laade Bosede Onipede, membre de la Cour royale au Nigéria, a révélé au Ballet Moyimomé Ngobila que la culture est bien ancrée dans cette Cour. Ainsi a-t-elle promis à ce ballet de faire

venir les membres de la famille royale au Congo afin de faciliter la coopération artistique. Outre les membres de la Cour royale, elle promet de faciliter les contacts entre les autorités nigériennes qui viendront d'ici peu au Congo avec le Ballet Moyimomé Ngobila. « J'apprécie cette visite sud-sud, car entre nous, Africains, il y a une manière de nouer nos relations. Je tiens à vous informer qu'il y a un projet de relations entre ce ballet et les groupes du Nigéria, car ce ballet aimerait établir un partenariat avec les groupes nigériens pour travailler ensemble. Ce sera fait pour favoriser davantage la coopération culturelle entre les deux pays. », a précisé l'ambassadrice.

Notons que cette coopération existe depuis longtemps. Pour preuve, lors de la neuvième édition du Festival panafricain de la musique, un groupe nigérien s'était produit au Congo.

Bruno Okokana

OFFRE D'EMPLOI

Nous recherchons un chef comptable pour notre client qui est basé à Pointe-Noire et qui évolue dans le secteur d'activités des fabrications de gaz industriels (oxygène, de l'acétylène, de l'acide carbonique de l'argon et de l'ammoniaque). Vous aurez pour lieu d'affectation au siège à Pointe-Noire et pour supérieur hiérarchique, le responsable de gestion. Les personnes intéressées doivent répondre au profil ci-après :

-Avoir un BAC + 4/5 en comptabilité, en finances, en contrôle de gestion et/ou en sciences de gestion.

-Disposer d'une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans les disciplines citées ci-dessus.

-Avoir des connaissances en comptabilité générale – analytique, en contrôle de gestion, en droit du travail, en droit des sociétés et en fiscalité.

-Français : courant et écrit (très bien) ; anglais : à tout fortement souhaité.

VOS MISSIONS ET RESPONSABILITÉS :

Gestion du plan comptable général et analytique – contrôle et validation des invitations comptables, des déclarations fiscales et sociales et autres-mise en œuvre des procédures de clôtures périodiques – préparation des audits internes et externes – mise en œuvre des plans d'actions annuels et post-audites – mise en œuvre des contrôles et tableau de contrôles périodiques fiscaux et comptables – contrôle et validation

des analyses de comptes de la balance générale et analytique – provisionnées – rapprochement des salaires déclarés et comptabilisés – mise en œuvre et justification des inventaires de stocks – mise en œuvre et justification des inventaires des immobilisations – production des états financiers de la société – contrôle et apurement des rapprochements bancaires – mise à jour et suivi des dossiers permanents de la filiale – contrôle et validation des entrées et sorties de stocks – organisation, coordination et supervision de l'équipe comptable de la société – formation et développement des collaborateurs.

CAPACITÉ ET COMPORTEMENTS :

Sécurité – qualité – fiabilité – éthique – digne de confiance – efficacité – productivité – travail en équipe – capacité d'analyse et de prise de décision. Vision long-terme et orientation résultat – disponibilité – motivation – délégation – développement des collaborateurs.

CONSTITUTION DU DOSSIER :

1-curriculum vitae
2-une lettre de motivation
3-un certificat d'aptitude médicale.
Le test aura lieu le 26 octobre 2013, veuillez déposer vos dossiers au plus tard le 22 octobre 2013 à l'adresse suivante : Avenue de la Base n°47 Batignole à 500 m de l'ex hôtel Régina. Soir par mail : ronich.gouya@gmail.com

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Objet : Sélection d'une Société d'Assurance Maladie et Evacuation Sanitaire

Dans le cadre de la couverture médicale du personnel du Secrétariat de l'APPA et des membres de leurs familles, le Secrétariat de l'APPA souhaite confier la gestion médicale à une société d'assurance maladie dans l'intérêt d'alléger et de mieux maîtriser les dépenses de santé, de faciliter la gestion des évacuations sanitaires et de faire bénéficier au personnel et les membres de leurs familles des prestations de qualité en matière de santé à travers un réseau de cliniques, hôpitaux et centres de santé, de pharmacies, de laboratoires, de structures sanitaires spécialisées dans l'assistance et l'évacuation médicale, etc..

Les sociétés intéressées peuvent retirer ou demander par voie électronique gratuitement les termes de références

au Siège du Secrétariat de l'APPA à l'adresse suivante :

18ème étage, Tour NABEMBA, Centre-ville, Brazzaville

Tél. : +242 06 665 38 57, Fax. +242 06 669 99 13 / (33)134 29 59 46

E-mail: appa@appa.int, (plus d'information sur www.appa.int)

NB. :

-Retrait du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) au Secrétariat de l'APPA : 25 octobre 2013 au plus tard ;

-Dépôt des offres sous pli fermé au Secrétariat de l'APPA : 26 novembre 2013 au plus tard ;

-Ouverture des offres : début décembre 2013 à Malabo, Guinée Equatoriale.

Brazzaville, le 14 octobre 2013

Le Secrétaire Exécutif

Gabriel DANSOU LOKOSSOU

CONGO-ANGOLA

Selon l'ambassadeur angolais : « Les médias savent aussi préfabriquer des annonces »

Suite à l'information diffusée par Radio France Internationale sur l'incursion des militaires angolais dans la partie sud du Congo-Brazzaville, l'ambassadeur angolais en poste au Congo, Fernando Pedro Mavunza, s'est entretenu le 17 octobre avec le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Basile Koukébé. Au sortir de l'audience, il a répondu aux questions des journalistes.

Les Dépêches de Brazzaville : Vous venez d'avoir un entretien avec le ministre des Affaires étrangères. Pouvez-vous nous dire l'objet de votre entretien ?

Fernando Pedro Mavunza : Vous savez qu'il y a toujours des rencontres entre le Congo et l'Angola, et que les deux pays entretiennent de très bonnes relations qui se renforcent dans le cadre de l'intégration régionale. Voilà l'objet principal de ma visite au ministre Basile Koukébé.

LDB : Depuis ce matin, les médias étrangers ne cessent de diffuser l'information faisant état de militaires angolais qui seraient en train de conduire une opération dans la partie Sud du Congo. Que dites-vous ?

F.P.M. : Qui vous a livré cette information ? Vous savez que les médias savent aussi préfabriquer

des annonces. Comment ont-ils su qu'il y a des incursions à la frontière ? Pouvez-vous m'expliquer cela ?

LDB : Selon la même source, non seulement les militaires angolais auraient pris en otage le commandant Loubaki et ses quarante-six hommes, mais ils se seraient déployés avec leurs engins blindés dans les localités de Kimongo, Pangui, Iloupaga, Yanza et Ngandambinda.

F.P.M. : C'est faux. À une frontière il y a toujours eu des frictions soit avec des populations, soit avec des services chargés de surveiller les frontières.

LDB : justement, à propos des frictions aux frontières dont vous venez de parler, peut-on savoir ce qui s'est réellement passé le 16 septembre à la frontière entre l'Angola et le Congo ?

F.P.M. : Je n'en sais rien car je suis ici à Brazzaville. J'ai été informé de cette situation mais je ne suis pas sur place.

LDB : Comment avez-vous été informé ?

F.P.M. : Nous sommes également à la recherche de cette information, car aucun média de mon pays n'a diffusé de telles informations. Allez plutôt poser la question à Radio France Internationale.

Propos recueillis par Yvette Reine Nzaba

Vive tension à la frontière de Kimongo

Une cinquantaine de militaires congolais seraient détenus, depuis lundi, par des forces angolaises suite à de longues discussions entre les deux parties sur le tracé de la frontière.

Au total 57 soldats congolais dont trois officiers seraient pris, avec armes et véhicules, après avoir été encerclés par des militaires angolais lourdement armés. La scène se passe en territoire congolais aux environs du poste frontière de Pangui.

Selon des personnes jointes au téléphone dans cette région de Kimongo, dans le département du Niari, les otages congolais se trouveraient jusqu'à ce 17 octobre dans la ville angolaise de Cabinda, dans la province du même nom, où ils seraient déportés par leurs ravisseurs.

Pour le moment les troupes congolaises seraient en place à leurs postes le long de la frontière alors que les Angolais garderaient leurs positions sur la partie qu'ils disent appartenir à leur pays et se seraient déployés sur les montagnes. Les habitants de la localité de Pangui qui avaient déserté le village ont commencé à revenir. Aucune exaction n'a été signalée jusque-là.

Une rencontre prévue, jeudi, entre le sous-préfet de Kimongo et son homologue angolais de Belize n'a plus eu lieu selon nos sources dans la région. Les autorités angolaises de Belize auraient attendues longtemps à la frontière. Malheureusement du côté congolais, personne ne s'est présentée.

Les militaires angolais, accusés de violations répétées de la frontière com-

mune, auraient manifesté leur désapprobation après avoir constaté un léger renforcement des positions congolaises au poste frontière de Pangui, depuis la semaine dernière.

Les Angolais auraient protesté contre la présence des soldats congolais sur une portion de territoire qu'ils estiment appartenir à leur pays. Les terres revendiquées incluraient les localités congolaises de Pangui, Ilounga, Yandza, Ngandambinda et une partie de la cité de Kimongo.

L'ambassadeur angolais au Congo, Fernando Pedro Mavunza, abordé jeudi à Brazzaville, par la presse ne reconnaît pas les faits et accuse la presse de jouer les trouble-fêtes (Lire notre interview ci-contre).

Thierry Nougou

ÉLECTIONS FÉCOHAND

Le corps électoral pourrait être revu

Les avis émis par la Chambre de conciliation et d'arbitrage du sport (CCAS) soulignent la possibilité de revoir et d'améliorer les corps électoraux des associations sportives.

Le corps électoral, qui départagera les postulants à la tête de la Fédération congolaise de handball (Fécohand), va certainement connaître des modifications. En effet, l'avis émis par le Comité national olympique et sportif congolais (CNOSC) a été validé par la CCAS. L'instance judiciaire du sport s'est appuyée sur les textes des différentes associations sportives qui prévoient des mécanismes de révision des corps électoraux en vue de leur amélioration. Sur l'ouverture des candidatures, en

vanche, la CCAS est restée ferme. Il n'est pas question pour ce scrutin d'inscrire d'autres candidats, en dehors des deux qui s'étaient mesurés lors des premières élections invalidées le 2 juillet dernier. Il s'agit du président sortant, candidat à sa propre succession, Henri Joseph Para, et de Benjamin Mankou qui, pour la première fois, brigue la présidence de la Fécohand. Benjamin Mankou, qui avait saisi la CCAS pour le non-ajout de candidats, a donc trouvé gain de cause. Il a apprécié le travail réalisé très objectivement, selon lui, par la CCAS. « Je félicite la CCAS pour ces notifications prises et, par ailleurs, je salue l'initiative du CNOSC de saisir cette juridiction sur

le problème de la révision du corps électoral », a-t-il déclaré. La date exacte des élections n'est pas encore connue même si certaines sources indiquent qu'elles auraient lieu sous peu. En rappel, l'assemblée générale électorale de la Fécohand avait été invalidée du fait que le commissariat aux comptes n'avait pas donné quitus au bureau sortant sur le rapport financier. Malgré cette situation, le président sortant Henri Joseph Para avait été élu. Le concurrent Benjamin avait alors saisi la CCAS pour l'annulation de cette élection. Ce qui fut fait. À ce jour, les deux protagonistes se préparent à repartir aux urnes.

Rominique Nerplat Makaya

BRIN D'HISTOIRE

L'inoxydable David Makondo

Le poids de l'âge semble ne pas avoir de prise sur David Makondo, 83 ans cette année. Il est né le 30 août 1930 à Bohoulou, à 25 kilomètres de Mossaka. À 18 ans, il débarque à Brazzaville, le 14 août 1948. Menuisier, il travaille avec son frère avant d'entrer la même année à Radio Brazzaville à l'issue d'un concours, en compagnie d'autres jeunes gens : Ngombo Désiré, André Founa et Raoul Louamba, entre autres. Un autre Congolais, Louis Abokognongo, s'y trouve déjà. Il sera, des années plus tard, à la création de Radio Congo, le premier opérateur de son de la nouvelle station. Basile, un Français, est alors le directeur et Jean-Pierre David, le rédacteur en chef de Radio Brazzaville qui émet de la capitale de l'AEF (Afrique équatoriale française) jusqu'en 1972, sous la République populaire du Congo. Pour l'histoire, il faut rappeler que l'aventure de la radio au Congo a commencé à la fin des années 1930 par un radio-club dirigé par un certain Boileau.

Makondo David, Founa André, Ngombo Désiré et Louamba Raoul commencent leur apprentissage à Radio Brazzaville au service de transcription du morse, ancien système télégraphique dans lequel

les lettres sont représentées par des groupes de points et de traits et séparées par des espaces. Ils recevaient les messages, les décodaient et les remettaient aux journalistes des différentes rédactions (française, anglaise, portugaise et espagnole) de la radio pour exploitation. Quand se développe le télétype, ils s'y mettent. Le télétype, ou téléscripateur, est un appareil qui permet d'imprimer des textes à distance à l'aide d'un clavier dactylographique. C'est l'outil de référence des rédactions, à cette époque, qui s'alimentent ainsi en dépêches.

Et, de fil en aiguille, à la faveur des innovations techniques, Makondo et ses amis s'adaptent aux nécessités de fonctionnement de la structure radiophonique. Cette mutabilité de l'outil de travail en fait de véritables polyvalents. Il n'est donc pas étonnant qu'à la fin, ils se retrouvent au service technique après une formation in situ auprès des professionnels français. C'est fort de cette expérience acquise sur le terrain qu'ils intègrent Radio Congo, créée le 25 avril 1960. Raoul Louamba décède quelques années après. Un studio portera son nom, en guise de reconnaissance. Ngombo Désiré, quant à lui, avait très tôt

bifurqué vers l'administration en devenant sous-préfet.

À mon arrivée à la radio, en 1976, je trouve en poste David Makondo qui était alors chef du service BF (basse fréquence), s'occupant principalement de la maintenance des équipements. Il a servi de tuteur à toute une génération d'ingénieurs et de journalistes bardés de diplômes universitaires ou professionnels. Lors de mon stage d'imprégnation qui consiste, en fait, à faire le tour des différents services de l'institution, il me montrera les arcanes de l'émission radio, du studio en passant par le CDM (centre de modulation) qui envoyait les signaux aux émetteurs du Djoué, de Mpiaka ou de Mpila pour diffusion. Le Congo disposait de puissants émetteurs qui en faisaient, à l'époque, une puissance radiophonique qui a pu relayer avec succès les combats du MPLA (Mouvement pour la libération de l'Angola) d'Agostinho Neto et de la Swapo (Parti de libération du Swaziland, actuelle Namibie) de Sam Nujoma.

J'ai découvert, par la même occasion, André Founa, un autre « vieux de la vieille » école radiophonique, qui exer-

çait le métier de preneur de son. J'ai le souvenir de nombreuses émissions réalisées avec lui. La disponibilité et la conscience professionnelle sont les caractéristiques communes de ces deux anciens de la radio, qui avaient été à bonne école, où les primes et les sanctions formaient un couple dynamisant. Devoirs et droits sont, en effet, à la base du fonctionnement des organisations. Pendant les quelques années passées à la radio, j'ai vu s'effriter comme peau de chagrin les devoirs au profit des droits. Le travail, euthanasié par le laxisme ambiant, perdait progressivement sa fonction d'émancipation de l'homme.

J'ai eu récemment un entretien avec David Makondo, pour les besoins de ce papier. Droit comme un i, inoxydable, en dépit de son âge avancé. Je l'ai connu avant de le retrouver à la radio, en 1976, à mes débuts dans le journalisme audiovisuel. Poto-Poto était alors un grand village où tout le monde, jeunes et vieux, se connaissait. Retraité en 1985, David Makondo vit toujours dans ce quartier, rue des Martyrs (anciennement rue des Gabonais). Bon vent, Vieux !

Mfumu